

PLOGOFF - LA-REVOLTE



Textes : Théo LE DIOURON - André CABON - Guy de LIGNIERES
Jean-Charles PERAZZI - Jean THEFAINE - Daniel YONNET.

Photos : Noël GUIRIEC - Paul BILHEUX.

Epilogue : Per-Jakez HELIAS.

le signor



PLOGOFF - LA-REVOLTE

Textes : Théo LE DIOURON
André CABON
Guy de LIGNIERES
Jean-Charles PERAZZI
Jean THEFAINE
Daniel YONNET

Photos : Noël GUIRIEC
Paul BILHEUX

Epilogue : Per-Jakez HELIAS.

le signor

PLOGOFF-LA-RÉVOLTE

Ce livre n'est ni un roman ni un essai, c'est le témoignage de huit journalistes finistériens qui ont vécu heure par heure, jour par jour, le rude combat de Plogoff et de ses voisines Goulien, Cléden-Cap-Sizun et Primelin et ce pendant les six semaines qu'a duré l'Enquête d'Utilité Publique, phase administrative légale avant l'implantation d'une centrale nucléaire.

A Plogoff, la centrale nucléaire doit être construite dans la falaise rocheuse à quelques encablures de la grandiose Pointe du Raz, face à l'Ile de Sein, point final de l'Europe.

Or, les habitants de Plogoff, s'ils rejettent avec force le nucléaire, refusent tout autant de voir disparaître leur identité, leur civilisation. C'est cette lutte du pot de terre contre le pot de fer que ce document raconte. Un combat culturel que paysans, marins, femmes et enfants ont mené avec grandeur et imagination.





CHRONOLOGIE

- *Fin 1975* - Accord de principe du Conseil régional et du Conseil économique et social pour la construction d'une centrale nucléaire en Bretagne.
- *Juin 1976* - Les premières barricades de Plogoff lors de la venue de techniciens E.D.F. pour des sondages sur le site. Les barricades restent en place quatre jours; les techniciens renoncent.
- *Sept. 1978* - Le Conseil économique et social puis le Conseil régional optent pour Plogoff. 5 000 manifestants pour la première marche sur le site capiste; 15 000 une semaine plus tard à Brest qui s'allongent et font le mort dans la rue à la lecture du plan Orsec-Rad.
- *Nov. 1978* - Vote favorable à l'implantation de la centrale à Plogoff du Conseil général du Finistère. 8 000 à 10 000 manifestants à Quimper.
- *3 juin 1979* - Seconde marche sur le site. 15 000 personnes au moins.
- *Août 1979* - Construction de la bergerie du G.F.A. (groupement foncier agricole) par des bénévoles. 8 000 à 10 000 personnes à nouveau pour la kermesse inaugurale.
- *Déc. 1979* - Annie Carval, une jeune femme de 36 ans, prend le relais de Jean-Marie Kerloch, maire, à la tête du Comité de défense.

— 1980 —

- *30 janvier* - Réceptionnés le matin, les dossiers de la centrale sont brûlés l'après-midi, devant la mairie de Plogoff.
- *31 janvier* - Première journée d'enquête. Première nuit de barricades. 3 000 personnes manifestent l'après-midi. Le Cap est en deuil.
- *3 février* - Plus de 20 000 personnes sur le site de Feunteun Aod pour installer le berger.
- *8 février* - Violents accrochages au soir de ce 7^e jour d'enquête. Seize blessés.
- *8-9 février* - « Nuit des embusqués ». Une patrouille prise à partie. Première arrestation : Eugène Coquet condamné le lendemain en flagrant délit à 45 jours fermes.

Chronologie

- *10 février* - Les trois quarts de la population signent la pétition de la non violence demandant le retrait des forces de l'ordre et des mairies-annexes.
- *16 février* - Pour la 1^{ère} fois des jets de cocktails molotov côté manifestants; d'une trentaine de grenades offensives côté gendarmes.
- *19 février* - Arrestation à Plogoff de Clet Ansquer. A Quimper treize interpellations lors de la présentation au parquet d'un mineur arrêté la veille à Plogoff.
- *23 février* - Emission de Radio Pirate Plogoff. 1 200 manifestants pour le départ des mairies-annexes. Le berger Alain-Pierre Condette blessé au visage par une bouteille remplie de peinture.
- *27 février* - A Quimper procès en flagrant délit de Clet Ansquer condamné à un mois de prison ferme. 3 000 personnes dans les rues pour une manifestation de soutien. 4 blessés après une charge de C.R.S.
- *29 février* - Le « vendredi noir ». Au cours d'une vaste et violente opération de police lors du départ des mairies-annexes, 11 personnes arrêtées. Dans les rangs des manifestants, une dizaine de blessés.
- *Nuit du 29-1 mars* - Seconde nuit de barricades, 3 personnes interpellées.
- *Nuit du 2-3 mars* - Troisième nuit des barricades.
- *4 mars* - 7 interpellés à l'aube, soupçonnés d'avoir participé au passage à tabac d'un garde mobile à la sortie d'un dancing. Quatre sont écroués.
- *6 mars* - Une centaine d'habitants de Plogoff, maire et adjoints en tête, fronde au cou, tente de se constituer prisonniers à la préfecture de Quimper. Procès des 9 interpellés du 29 février. 2 000 manifestants devant le Palais de justice. Violents incidents à l'intérieur de celui-ci lors d'une charge de C.R.S. Incidents de procédure : M^e Choucq défenseur jugé en flagrant délit pour manquement à son serment. 10 jours de suspension. Report du procès des interpellés au 17 mars.
- *7 mars* - Grèves d'audiences décidées dans les barreaux de Quimper, Nantes. Dans plusieurs autres barreaux de France des mouvements de grève sont annoncés.
- *8 mars* - Incidents à Pont-Croix au retour des gendarmes mobiles à leur cantonnement.
- *9 mars* - 2 000 supporters (un record local d'affluence) à Plogoff pour le match de foot de solidarité aux emprisonnés.
- *9 mars* - 2 prévenus libres, le Finistérien Bernard Guyader et le Niçois Vincent Pergolizzi commencent une grève de la faim dans la cathédrale de Quimper. Elle se poursuivra jusqu'au dimanche précédant le procès.

- *10 mars* - Les médecins et personnels de santé du Cap en tête des manifestants à Plogoff. Heurts violents à Pont-l'Abbé où 200 personnes environ bloquent la route aux gardes mobiles rentrant à Loctudy. 1 personne blessée.
- *Nuit du 10-11* - 4^e nuit de barricades pour la venue des commissaires enquêteurs.
- *13 mars* - Les anciens combattants au front.
- *Nuit du 13-14 mars* - 5^e nuit de barricades.
- *14 mars* - 7 000 personnes pour l'ultime messe. Vifs accrochages. Les gardes mobiles tirent 85 grenades explosives. Incidents à Pont-Croix : 2 personnes blessées et 2 journalistes molestés par les gendarmes mobiles.
- *16 mars* - 50 à 60 000 pèlerins anti-nucléaires à la pointe du Raz pour une fête de clôture.
- *17 mars* - A Quimper, le procès des « neuf ». 6 000 manifestants. Violents incidents. Jugement de « décompression ».



Le vent joue dans la bruyère comme sur une lyre.

Il chante la chanson de PLOGOFF, celle qui sculpte dans le granit des siècles lavé par des millénaires de marées toujours vaincues, une population de géants qui, dos à la mer, affrontent les naufrageurs des temps modernes, ceux qui veulent tuer la vie d'ici avec la mort d'Hiroshima.

« **PLOGOFF mon amour** », c'est le printemps endormi, enfoui sous la mousse d'une république hexagonale de platitude et d'ennui, brutalement réveillé et jaillissant du centre de la terre. C'est une parole commune avec une absence totale d'objectivité pour ce qui n'est pas elle. Une rose rouge ne ressemble jamais à une autre rose rouge. Et l'écoute de cette parole collective entrecoupée de cris et de bruits de guerre, donne une impression de retrouvailles et d'épousailles avec l'histoire, avec la mémoire d'un peuple qui refuse l'absurdité des mots venus d'ailleurs, l'illogisme des modèles qui ne sont pas les siens, l'incohérence inconséquente de valeurs qu'on veut lui coller pour mieux la dominer, l'étouffer à jamais dans le moule d'un universel de productivité et de rentabilité.

Productivité, rentabilité, les nouveaux dieux d'une société dont l'énergie est le progrès et le progrès un bulldozer pour niveler, mâter, écraser si besoin est.

Saigner la Pointe du Raz, quadriller le Cap Sizun d'autoroutes, de pylônes, inoculer le nucléaire dans les falaises de Feunteun-Aod : les gens de PLOGOFF ont peur. Peur de l'atome c'est certain; peur surtout de se perdre et de disparaître.

Les envahisseurs ne sont pas les éléments qui ont façonné le Plogoffiste, pas le feu de la terre, pas l'eau du ciel, pas le vent de l'Océan, pas la tempête du grand large.

Les envahisseurs, ce sont l'atome, ses déchets, son béton, son chantier; une nouvelle marée humaine qui va bouleverser le visage et l'âme du Capiste et qui veut entrer avec violence dans son site, dans sa vie, pour casser son histoire, la récupérer ou l'enterrer dans la tombe de l'oubli.

Les envahisseurs sont les naufrageurs d'une civilisation, d'une culture, d'une légende; de la magnifique épopée du bout du monde écrite depuis toujours par les voyages du marin, le souffle du large, la femme de Plogoff, seule, forte, silencieuse qui retourne les cailloux du champ.

Une épopée dont les fresques ont couleurs, lignes, formes et forces de cette flèche de granit qui nargue l'horizon, grandiose défi à l'Océan et où se mêlent au quotidien, héroïsme et mysticisme, dans une communauté qui, après avoir vaincu la mer, doit aujourd'hui vaincre la tentation des hommes.

La tentation du progrès, du confort, de la sécurité, de l'absence de risques, eux, gens de PLOGOFF, dont le risque est le permanent quitte ou double avec la mort, un quitte ou double à la loyale.

Mais cette fois-ci le péril est différent, mortel, traître, venu d'où on ne l'attendait pas.

C'est l'intrusion d'autres modes de penser, de vivre.

C'est la colonisation d'un type de développement, de croissance qui s'impose à la canonnière et habille son impérialisme d'un langage raffiné, trompeur, sans racine sur la lande de Lescoff : Enquête d'Utilité Publique, procédures légales, démocratie, intérêt général, pouvoir central, pouvoir administratif, pouvoir judiciaire, suffrage universel, élection : mots de velours pour chape de fer, mots - camisoles qui font jaillir les barricades, lancer les pierres de la liberté de chacun contre les fusils de tout le monde, contre les lacrymogènes de la force et du droit, mots-piliers d'un ordre nouveau. Les Parisocrates sont les nouveaux colonisateurs.

Alors l'invincible Armada de la République Française a jeté de la fumée pour faire pleurer de dérision sur la révolte de ces « quelque deux cents agitateurs, des étrangers pour la plupart » a dit un ministre. Encore un « bon bec » de Paris...

Chaque jour pendant six semaines, les Capistes ont mobilisé leurs forces vives pour ne pas devenir demain les Palestiniens de la Bretagne.

PRIMELIN, GOULIEN, CLEDEN, St-Yves, Trogor, des batailles entrées dans la légende, dans les cahiers de l'école, dans l'histoire de tous. Des batailles et des blessures qui ne peuvent plus se refermer, et qui purulent le pus d'une pollution venue d'ailleurs.

Dérisoire combat où le fronde de David a ébranlé Goliath le colosse, où la grenade du gendarme a réveillé la conscience d'un peuple et où les autres, ceux qui ont des yeux pour voir, se sont dit : « Et si les gens de PLOGOFF avaient raison ? ». « Nous nous sentons tous aujourd'hui un peu Bretons de PLOGOFF » avoue une agricultrice du Midi. N'ont-ils pas percé le béton de nos certitudes républicaines ?

PLOGOFF-la-révolte c'est un formidable coup de poing dans le ventre mou de nos démissions successives, c'est la fraternité dans l'action ou le débat, mais pas sous la loi, parce que, dans leur mémoire et dans leur quotidien, les gens de PLOGOFF ont ressaisi leurs fidélités, habitués qu'ils sont à talonner le désespoir, à rejeter les papillottes de nos rituels jacobins.

Alors les dissidents de l'extrême ouest ont créé de nouvelles formes d'être ensemble, exemplaires car, comme eux, nous, aussi, nous pouvons être nous-mêmes et ensemble, à la fois dans notre diversité et notre totalité, sans goulag, sans tortures étatiques, sans déracinement. Le pas de nos galoches peut lui aussi couvrir le bruit des bottes policières qui sourdent déjà de notre décadence apathique.

L'enjeu du nucléaire a servi de révélateur et de réveil à la conscience de l'homme, à notre désir naturel de société de fraternité.

Et la question dépasse le temps d'une centrale ou pas à Feunteun-Aod.

Après tout, n'importe quel autre projet de la société libérale sur-avancée aurait suscité sans doute, dans une région aussi pure, aussi intacte, aussi peu polluée, un tel sursaut.

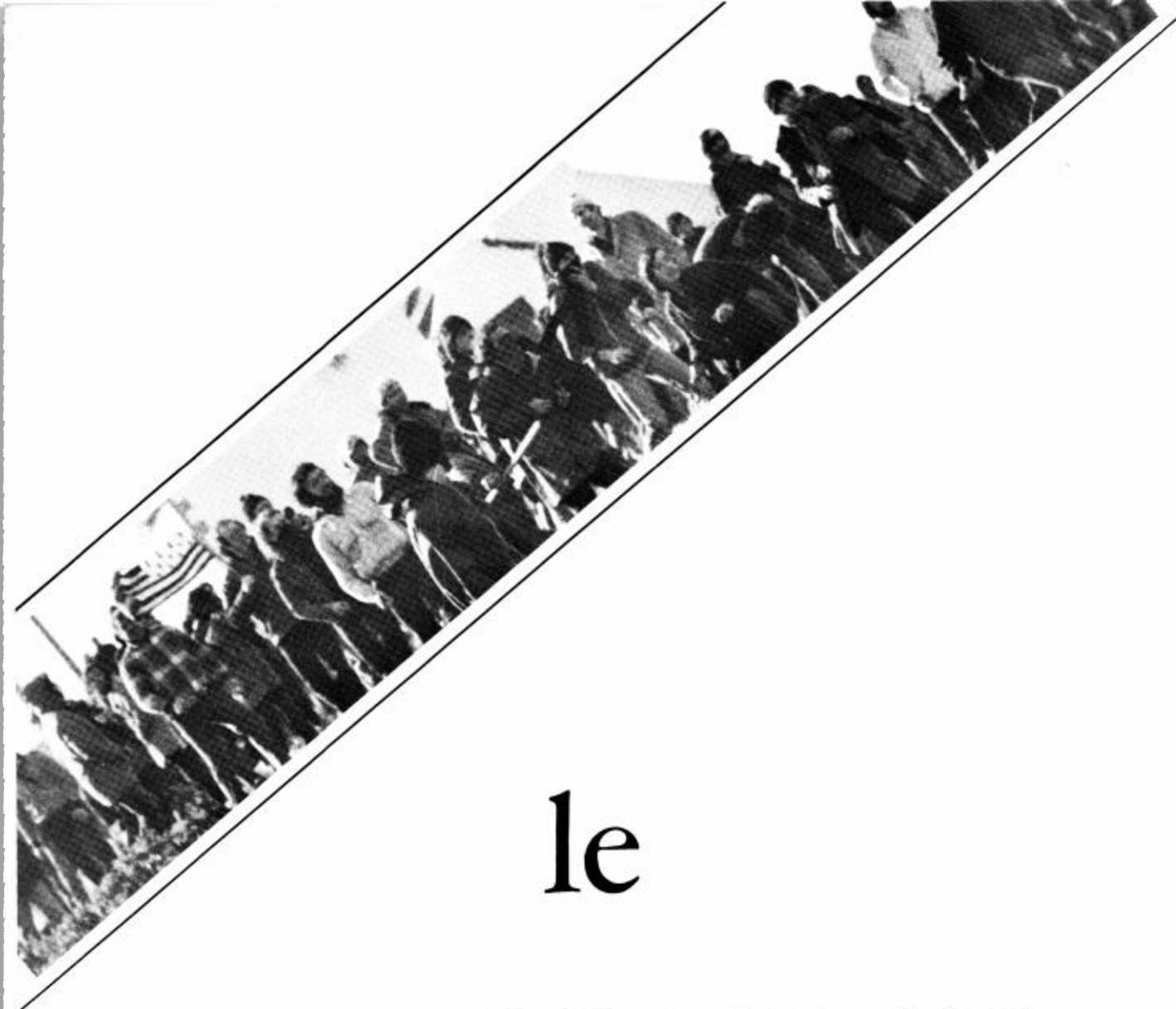
C'est le privilège du Cap et, par conséquence, aujourd'hui le nôtre, d'avoir su et pu se protéger des saletés de l'ère industrielle et garder son identité. Aussi, mûrie, nourrie de la sève millénaire qui monte du cœur de la création, la question posée par les gens de PLOGOFF se projette-t-elle sur notre histoire à venir à tous.

Qu'on le veuille ou non : ou bien nous vivrons et nous aimerons avec nos tripes ou bien nous mourrons et nous tuerons avec ce qu'on aura fait de nous et qui ne sera plus nous.

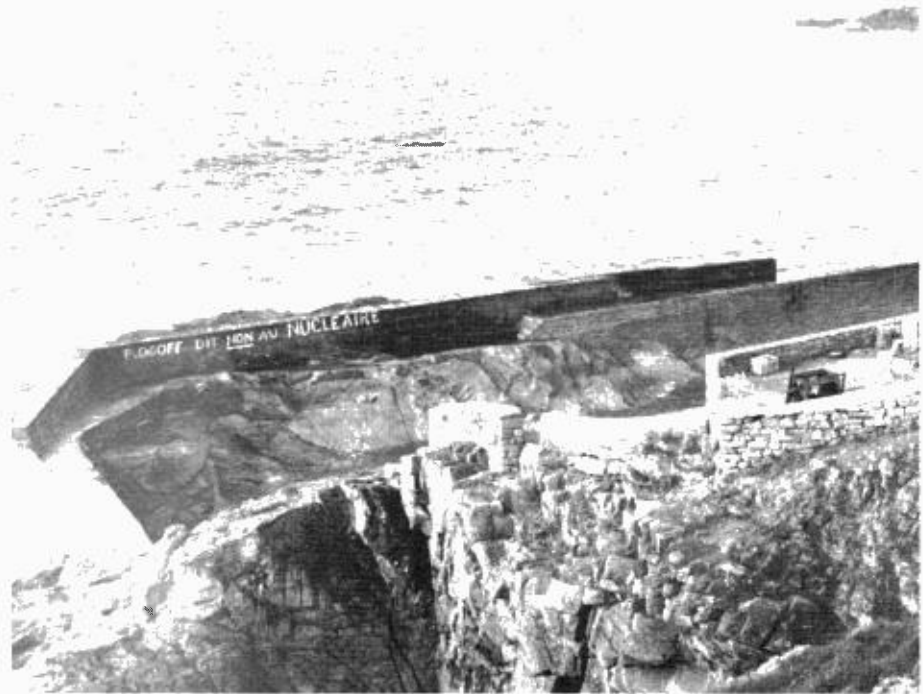
Et, paradoxalement, l'ère du nucléaire ramène la conscience humaine à la bougie.

Nous aurons bonne mine quand en plein midi, bougie à la main, nous irons comme Diogène le cynique en déclarant : « Nous cherchons un homme ».

Alors n'est-il pas temps d'écouter PLOGOFF-l'Espérance répondre à Paris qui lui demande ce qu'elle désire : « Que tu t'ôtes de mon soleil » ?



le
COMBAT



Le temps est au gris ce mercredi après-midi dans le Cap. Sous un voile de brume mouillée qui colle au bitume et givre la peau, Plogoff estompe ses formes, étouffe ses bruits. Quiétude d'apparence seulement. Dans le ciel, les vents roulent les gros nuages de la tempête. Depuis le début de l'après-midi le glas retentit sinistre et lugubre au clocher de l'église. Dans les cœurs gronde aussi une sourde colère. « *Plogoff n'est pas à vendre; Plogoff n'est pas Kaboul; jamais de Harrisburg à Plogoff* » disent les panneaux en une interminable litanie sur le bord de la route.

JAMAIS
DE HARRISBURG
A PLOGOFF





Ce matin les gendarmes sont venus déposer en mairie à 10 h. les dossiers de la centrale. L'enquête d'utilité publique, c'est pour demain. Plogoff n'en veut pas et brûle en ce moment sur la place de sa mairie les trois kilos cinq de documents bien ficelés et bien cartonnés de l'EDF. Au pied du mât, où seul flotte le drapeau breton, le pavillon tricolore a été mis en berne, plusieurs dizaines de personnes font le cercle. Graves. Sombres. Recueillies. Dans le nombre, Jean-Marie Kerloch, le maire de Plogoff et ses trois collègues concernés par l'enquête, ceints de leur écharpe d'élus, Jean Coader de Goulien, Pierre Guével de Primelin et Jean-Guillaume Donnard de Cléden. « *Geste symbolique... Journée historique... Bataille... Epreuve de force... Courage...* » Dans la bouche de Jean-Marie Kerloch les mots jaillissent, se bousculent, sur le ton froid de l'indignation, de la détermination. Le bout du Cap Sizun vient d'entrer dans l'illégalité. La clandestinité c'est pour ce soir.

18 heures. La nuit commence à tomber. Plogoff se barricade sur le bout de sa pointe. Vallée de Cléden, 20 heures. D'interminables pétaradements de tronçonneuses trouent la nuit froide. Les arbres se couchent les uns après les autres et barrent la petite route. Bottées, encapuchonnées dans leur ciré jaune ou vert de marin, les silhouettes s'activent, enfonçant ici les pieux dans la chaussée, encablant là un chapelet de pneus entre deux arbres. Baie des Trépassés : le vent qui secoue le raz ce soir avec des pointes de 130 km-heure jette dans un roulement d'enfer les flots à l'assaut du rivage et blanchit d'écume les galets. Au pignon de l'hôtel de la baie, une masse noire faite de pneus, vieilles machines agricoles, herses, batteuses, barrent la chaussée. Sous la bourrasque plus de deux cents personnes veillent.

22 heures. Jean-Marie Kerloch fait savoir qu'un indicateur l'a avisé que « les petits séminaristes de Pont-Croix » interviendraient à 4 heures. Il s'agit des gendarmes mobiles cantonnés depuis une semaine avec armes et bagages dans l'ancien petit séminaire que le préfet a réquisitionné. Les hommes et les femmes de quart se remettent à nouveau dans la fébrilité à transporter des galets depuis la plage jusqu'au barrage. La manière est dérisoire, des sacs à provisions à défaut d'autre chose, mais le cœur y est vraiment. Devant le barrage un drapeau tricolore étalé sur la chaussée. Dérisoire lui aussi là, dans ce décor. Mais c'est au pont du Loch que se construit le plus impressionnant barrage ce soir. Sous une pluie battante qui redouble et gifle les visages, les insurgés de la nuit ont entassé depuis 18 heures, comme à la Baie des Trépassés un impressionnant amas hétéroclite, mais drôlement efficace. Au fil des heures, le groupe ne cesse de s'étoffer. Minuit. Ils sont bien 300 maintenant à attendre qu'on vienne les déloger.



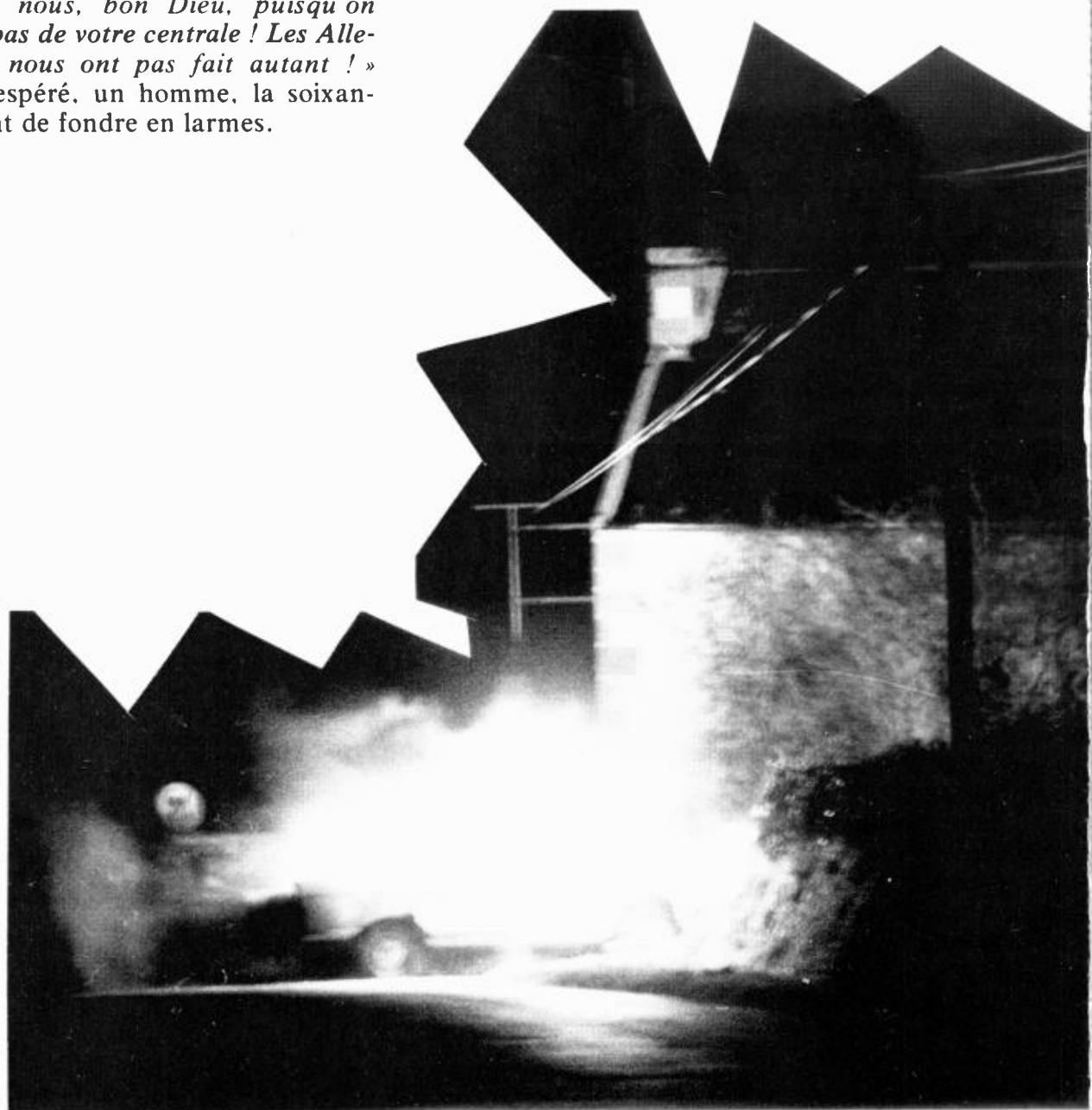


L'ambiance est lourde, tendue, mais diablement fraternelle. Les plus frileux se sont entassés au fond du garage d'une maison voisine. Les jeunes femmes y ont préparé un café chaud; la bouteille de gros rouge circule de main à main. Les heures passent, la mer monte plus coléreuse que jamais à l'assaut du Loch, jetant ses paquets par-dessus le pont. Des voitures qui font la navette entre les barrages parviennent de plus en plus de rumeurs. La moindre lueur à l'horizon et chacun retient son souffle. Les talkies-walkies crépitent; des informateurs sont à l'avant des barrages.

Et puis soudain la clameur qui se propage dans un concert de klaxons d'un bout à l'autre de la commune.

« Ils arrivent ! ». Il est quatre heures. Une fusée de détresse lancée par un guetteur rougeoie le ciel d'Esquibien. Le convoi approche. Juste au pont du Loch un puissant projecteur vient de s'allumer brusquement et fouille maintenant mer et falaise.

Un cocktail molotov enflamme la barricade. Hallucinant décor que ce rideau de feu et panache noir de fumée sur fond de mer en furie ! Marche lente en avant pour les gendarmes. Pluie de grenades lacrymogènes. Aux rugissements du vent, les manifestants mêlent leurs cris, leurs chants, leurs cantiques, leurs vociférations. Épuisés par une nuit d'attente et de veille, des hommes et des femmes craquent. « *Mais pourquoi venez-vous donc chez nous, bon Dieu, puisqu'on n'en veut pas de votre centrale ! Les Allemands ne nous ont pas fait autant !* » hurle, désespéré, un homme, la soixantaine, avant de fondre en larmes.





Les gendarmes ont franchi le rideau de feu. C'est ce moment que choisit Jean-Marie Kerloch pour aller parlementer. « *Ils ont même des tanks avec eux. Ils ont ordre de passer coûte que coûte* » rapporte le maire à ses gens. « *Il nous faut tenir jusqu'au petit jour, pour que tout le monde voit ça* ». Une nouvelle barricade de carcasses de voitures est mise en place puis enflammée. Nouvelle pluie de lacrymogènes. Nouveau recul des assiégés qui arrachent avec hargne des pierres des muretins et les jettent sur la chaussée. Derrière leurs blindés légers les gendarmes ne progressent que mètre par mètre. Il leur faudra quatre heures pour effectuer les deux kilomètres et demi qui séparent le Loch du bourg.

Plogoff est tombé à 8 heures 05 ce jeudi matin. Le visage passé au noir de bouchon comme à la guerre, les gendarmes tirent une salve de lacrymogènes, gratuitement, par dépit dans la cour de la mairie où sont retranchés les assiégés. Pleurs. Cris. Les blindés passent, la colonne suit.

A Saint-Yves, à 300 m du bourg, dans le cadre d'une trinité déjà pas très catholique, les fourgonnettes mairies-annexes sont en place entre une chapelle, un calvaire et un château d'eau. Derrière, quatre ou cinq cars bleus grillagés, vingt ou trente camions de troupes bâchés. Devant, un cordon de gendarmes silencieux, casqués, bouclier d'une main, matraque de l'autre, mousqueton à la bretelle. Ici et alentour des militaires en capote verdâtre battent la semelle sous la pluie. « *Aucun affrontement* » a déclaré dans un communiqué la préfecture du Finistère. « *Un travail de maquisard* » a reconnu lui, le colonel Charlot de la gendarmerie. La première journée d'enquête en vue de l'implantation d'une centrale à Plogoff vient de débuter. Il est 9 heures. Aujourd'hui mairies, écoles, commerces ont gardé leurs volets clos. Le Cap s'est mis en deuil et sonne le glas de sa tranquillité pour six semaines.





Cet après-midi ils sont déjà 3 000 manifestants à être venus témoigner leur solidarité aux Plogoffistes sous les violentes averses de grêle. On craint le pire. Le face à face avec les gendarmes en restera aux mots. La vague de solidarité de 20 à 25 000 personnes déferlée le dimanche à Feunteun-Aod pour l'installation du berger Alain-Pierre Condette et déjà les habitants du bout du Cap entament leur nouvelle bataille, celle du harcèlement. Une impitoyable guerre des nerfs et d'usure menée sans trêve ni répit, la nuit comme le jour. Ce samedi dans la nuit, un tracto-pelle a creusé une tranchée pour interdire le passage aux mairies-annexes à Saint-Yves. Hier, d'autres ont labouré l'emplacement où stationnent les mairies avant d'épandre une épaisse couche de lisier. Pour chasser l'odeur les gendarmes ont eu recours à de l'eau de Cologne. Il y en a eu pour 1 000 fr tout rond à la pharmacie de Pont-Croix.





Depuis une semaine maintenant aussi des gravats s'entassent la nuit tombée. Il en arrive par plein camions. Trente tonnes au moins ce jeudi six février. Et chaque jour au petit matin les gendarmes doivent manier pelle et pioche pour déblayer St-Yves. Harcèlement encore et toujours, un comité de vigilance de trente, cinquante ou cent personnes selon le moment de la journée monte la garde du matin au soir.

Aux toutes premières lignes les femmes de Plogoff, Annie Carval, la présidente du comité de défense en tête, qui mènent un travail de sape avec une farouche détermination. Les propos sont répétés, assénés, jetés à la face des gendarmes qui montent la garde. Aux cantiques en breton, en français répondent des chants révolutionnaires, des chansons à boire, à aimer. Le chant du départ. Le Bro Goz Ma Zadou, l'hymne breton. Le chant des partisans. Le déserteur, de Boris Vian sur des paroles anti-nucléaires de composition locale.



ANNIE CARVAL, PRÉSIDENTE DU COMITÉ DE DÉFENSE.

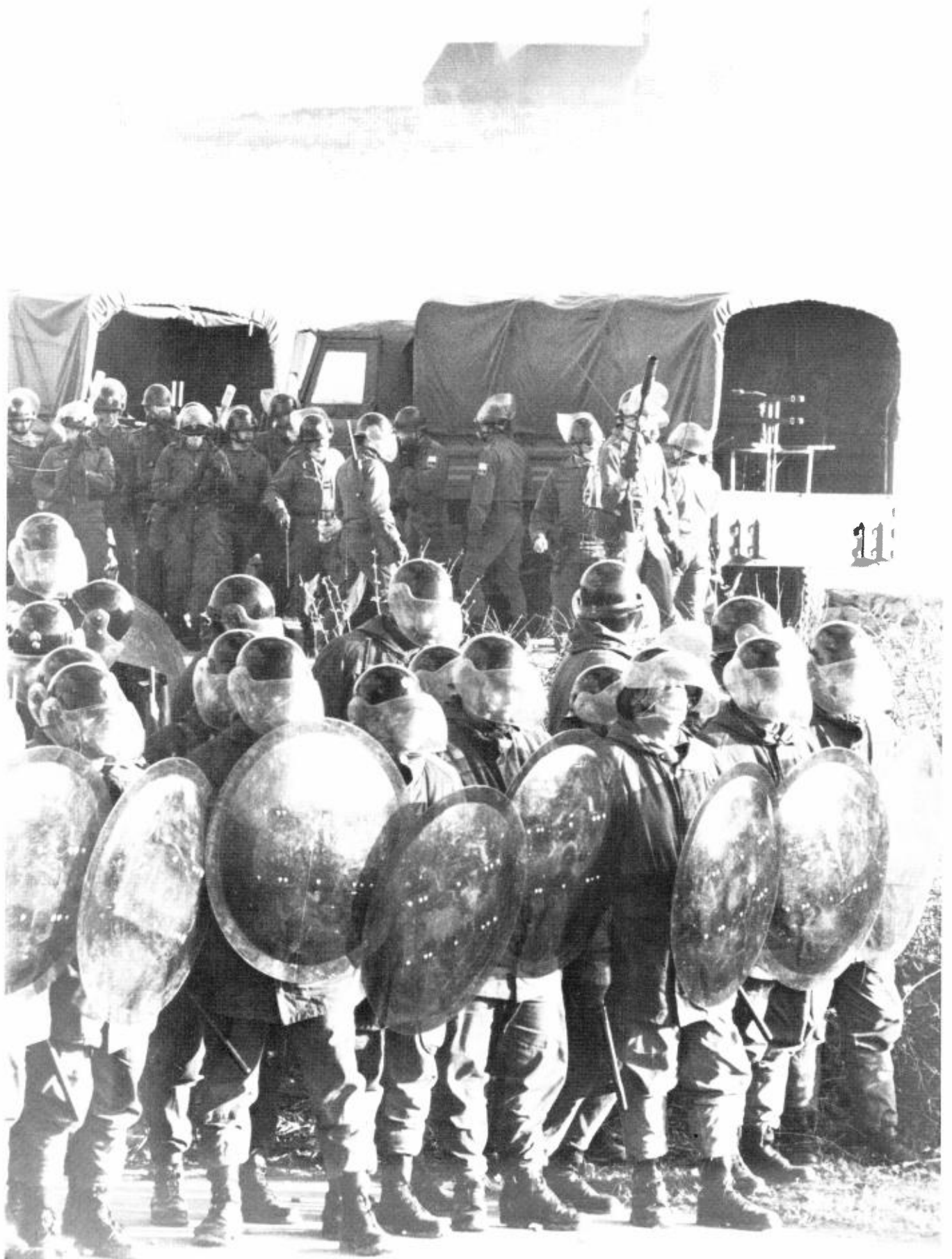
Depuis deux semaines maintenant soufflent ainsi le chaud et le froid autour des mairies-annexes de l'enquête. Mais depuis deux semaines aussi maintenant, on a pris l'habitude à Plogoff et dans le Cap de venir assister au départ des mairies-annexes chaque soir sur le coup des 17 heures. C'est la nouvelle « messe », quotidienne, qui soir après soir donne lieu à des échanges de plus en plus violents. Cela a commencé par des jets de pots de yaourts emplis de peinture sur les cars, auxquels ont vite succédé des jets de pierres. Les munitions ne manquent pas sur place dans les muretins qui bordent routes et champs. Le scénario est immuable.





16 h. 30 : le ronflement infernal d'un hélicoptère fait lever les têtes. « La mère poule » comme l'ont surnommé les Plogoffistes est au rendez-vous chaque soir pour surveiller les moindres mouvements. 5 h. moins le quart : Plogoff se vide. Trois, quatre, cinq cents habitants se massent pour la « messe ». Le face à face devient de plus en plus hostile. Moins dix, moins cinq, les frondes sortent des poches. Les pierres, les billes, les boulons fusent de partout, crépitent sur les casques, s'écrasent contre les boucliers. Panique dans les rangs. Explosions, détonations, les grenades pleuvent. Les manifestants se dispersent.





Quand le nuage lacrymogène s'est dissipé, les camions bâchés sont partis. Depuis une semaine, c'est ainsi chaque soir, mais chaque soir qui passe la tension se fait un peu plus grande; la messe se transforme en combat de rue. Un blessé jeudi 7. Grenade au bas-ventre à bout portant. 16 parmi les gendarmes, annonce la préfecture le vendredi 8. La plupart n'ont que des égratignures, mais quand même ! Un vendredi qui n'est pas encore fini d'ailleurs. Depuis une semaine les patrouilles des gendarmes à cinq-six camions deux ou trois fois par nuit deviennent de plus en plus insoutenables à la pointe du Cap.



Ce vendredi Plogoff a décidé de tendre une embuscade. Du bourg à Saint-Yves, ils sont plusieurs dizaines à s'être cachés derrière les talus. 23 heures : la patrouille arrive. Neuf camions ce soir. Juste à hauteur de Saint-Yves, un barrage d'huiles de vidanges et vieux matériaux s'enflamme. Le convoi immobilisé est pris sous une pluie de pavés, de projectiles divers. Les pare-brise des camions militaires volent en éclats, des bâches sont transpercées. Des cris retentissent dans la nuit. Nuage de lacrymogène, grenades explosives, les gendarmes se dégagent. Demi-tour Baie des Trépassés et cette fois ce sont eux qui passent à l'attaque. Ils tirent sur tout ce qui bouge dans la nuit. A côté du bourg, un automobiliste reçoit une grenade lacrymogène en plein pare-brise puis une seconde qui explose à l'intérieur, trouant sièges et tapis. Apeuré, le conducteur s'enfuit à travers champs. Une dizaine de gendarmes s'acharnent alors sur son véhicule à coup de pieds, de crosses de fusils. Presque toutes les vitres sont cassées. A côté un autre véhicule reçoit aussi sa grenade à l'intérieur. Pare-brise cassé. C'est cette même nuit que les gendarmes mettent la main à une vingtaine de mètres de son domicile sur Eugène Coquet un marin de commerce de Plogoff. Il a une fronde dans la poche. En audience de flagrant délit le lendemain, il écope de 45 jours fermes. A la prison de Quimper, deux jours après, c'est dans un pitoyable état que sa sœur le retrouve. Vêtements déchirés; blouson sans manche, col de pull arraché et puis encore ecchymoses au visage, verres de contact perdus. Eugène Coquet se plaint de la mâchoire, du nez. Il a mal aux côtes et au bas ventre... Le gendarme mobile qui a cassé la vitre d'une maison d'Esquibien le 7 février, avec une fronde également, depuis un camion du convoi qui escorte les mairies-annexes, a droit lui à un régime de faveur. Il est sanctionné disciplinairement et renvoyé dans sa résidence...

Bouleversée, traumatisée, par la tournure des événements, Plogoff est terriblement inquiète ce samedi 10 février. Une pétition circule pour demander le départ des mairies-annexes et des gendarmes mobiles. Plus des trois quarts de la population viennent la signer en mairie. Illusoire démarche. Les mairies sont à nouveau là au lundi matin. Elles ont seulement changé de calvaire et émigré de Saint-Yves à Trogor pour un délaissé de chemin à l'entrée de la commune, jugé plus stratégique. Le soir même, la position devient l'enjeu d'une nouvelle bataille. Harcèlement toujours. Gravats, tessons de bouteilles, huiles de vidanges, graisses animales putrides, ordures ménagères s'entassent de plus belle. Plogoff dans la lutte c'est un festival d'inventions. C'est l'imagination contre le pouvoir. La fantaisie contre la force. L'autre semaine, toutes sirènes hurlantes sur les camions, les gendarmes ont dû, au retour, mettre pied à terre et se rendre au pas de charge, bouclier au poing, dans les lacets de la Baie des Trépassés. Deux mines anti-char, antennes dressées bloquaient le passage. Vérification faite, il s'agissait... de deux assiettes collées armées de ciment et ferrailles. Les gendarmes ont fait la grise mine.

Ce vendredi 15 février, Trogor a tout à la fois des allures de décharge et de chantier de travaux publics. Hier soir, les « résistants » ont mis les bouchées doubles, soudé les armatures de poteaux électriques, enfoncé des pieux dans la route, coulé même du ciment à prise rapide.

Submergée, la gendarmerie a appelé l'Armée à son secours ces derniers jours. Au départ, il n'y avait qu'un puissant tracto-pelle Avranches, 15 tonnes à vide, 185 chevaux, mais il a fallu lui adjoindre très rapidement des camions gros porteurs pour les déblaiements et puis encore un ensemble groupe électrogène, deux autres tracto-pelles... Tout un escadron du Génie d'Angers y est passé et manœuvre maintenant chaque petit matin dans le Cap. Aujourd'hui c'est le marteau piqueur et la tronçonneuse à fer qui monte à l'assaut des poteaux soudés tandis que l'Avranches ramasse les débris éparpillés. Qu'advienne la crevasse comme aujourd'hui et voilà le puissant engin de l'Armée cloué sur place. Il ne reste alors plus aux gendarmes qu'à parachever le nettoyage à la main, à la pelle et au balai. Une peu ragoûtante perspective accueillie par des bordées de jurons grommelés entre les dents.



La tension monte toujours dans Plogoff, mobilisé plus que jamais. Les vacances scolaires ont amené beaucoup de jeunes; les messes de 17 heures, attiré de nouveaux fidèles. Depuis la troisième semaine d'enquête, aussi c'est une véritable armée d'hommes en uniformes qui déferle sur la région « en renfort », « en soutien ». Chaque matin les uns nettoient, tandis que d'autres ratissent les champs des environs, armes à la main. Le soir, les 16 heures venues, ils quadrillent aussi désormais tout le secteur, contrôlent chaque carrefour du Loch à Trogor. Ce vendredi 22 février, j'ai compté 92 véhicules, camions bâchés, cars grillagés, ou quatre-quatre de commandement. Cinq cents bonshommes au moins. Un gendarme pour deux manifestants ! C'est ce même vendredi que sont intervenus pour la première fois des gendarmes parachutistes de Mont-de-Marsan. Pour se donner du cœur au ventre, ils ont scandé d'une voix martiale un chant de combat et martelé leur bouclier de la matraque en montant à l'assaut. Ça n'est pas passé inaperçu à Plogoff, mais ça n'a pas contribué, bien au contraire, à faire tomber la tension.



Les cailloux, les billes d'acier redoublent le soir. Les bouteilles incendiaires ont fait leur apparition. Les forces de l'ordre ripostent par des déluges de lacrymogènes et de plus en plus souvent par des grenades offensives assourdissantes. Plogoff pleure, tousse, crachote dans les gaz, mais Plogoff toujours se rebelle, toujours lance des pierres et sort ses frondes.

Ordre a été donné aux gendarmes de procéder à des arrestations. L'autre jour, derrière les boucliers a surgi une brigade légère d'intervention, tennis aux pieds, menottes à la main. A l'assaut, un septuagénaire, Clet Ansquer, ancien gardien de prison, n'a pu détalier aussi vite que les jeunes en sa compagnie. Il est pris et emmené manu-militari au séminaire cantonnement. Mais c'est surtout le vendredi 29 février que les gendarmes ont ordre de frapper un grand coup et d'effectuer une véritable rafle. Un vendredi noir vraiment pour Plogoff que ce 29 février.





Il est 16 h 55. Une bouteille incendiaire vient s'écraser aux pieds des gendarmes. Ils montent aussitôt à la charge des 400 manifestants. Par derrière arrivent en trombe et à revers les parachutistes. 17 heures. Les mairies-annexes quittent Trogor. L'assaut des gendarmes commence. Il va durer 10 minutes. Dix minutes de furie, de sauvagerie ! Au-dessus des têtes l'hélicoptère tournoie en rase-mottes dans un infernal sifflement, pique dans les champs, remonte au-dessus des maisons. « *J'aurai presque pu le toucher avec le bout de ma canne* » assure un grand-père stupéfait. Les paras foncent eux, à travers champs, bosquets, fourrés, chemins creux de Trogor; bousculent, pourchassent, cognent à coup de pied, de matraque, de crosses de fusils, tirent des grenades lacrymogènes, lâchent des grenades explosives. Une dizaine de personnes est blessée. Onze autres interpellées. Le souffle de violence passé, c'est une population hébétée, en transes, qui hurle sa douleur. Dans la cour de la mairie où tous les manifestants se sont rassemblés, on craque, on crie, on pleure ce vendredi soir. Ici c'est une vieille dame de 70 ans qui raconte ahurie, que des gendarmes lui ont craché dessus. Là, c'est une autre dame qui montre sa jambe meurtrie. Coups de pieds. Plus loin, c'est un jeune ciré en sang, lèvres coupées, qui cherche un médecin. Coups de matraques. « *Ils ont embarqué mon fils ce soir. Demain ce sera le vôtre* »



hurle une mère sur les marches de la mairie. Le maire recueille avec stupéfaction les témoignages. Annie Carval d'une voix blanche lance un appel au calme et au sang froid « face à des gens qui ont perdu le leur ». « *Faisons de Plogoff une île* », a soudain suggéré Amélie Kerloch, l'adjointe. Dans la foule, l'idée n'a fait qu'un tour. Chacun a trouvé là un exutoire pour déverser sa colère.

Au Loch, à la Baie des Trépassés, c'est une noria de camions et camionnettes qui apporte déjà les pneus et matériaux pour les barricades. Des tracteurs traînent, poussent, tirent sans relâche, carcasses de vieilles bagnoles et poteaux électriques. Vallée de Cléden, les tronçonneuses crépitent. Et puis au Loch ce soir le pont doit sauter. Dessous, passent l'eau et le téléphone de Plogoff, mais qu'importe, la décision est prise. Depuis que la nuit est tombée des jeunes se relayent à la barre à mines pour creuser le trou de dynamitage. Minuit, on bourre avec du TNT. Mise à feu. Rien. Mauvais bourrage. Une demi-heure plus tard on recommence. Remise à feu. Une explosion claque dans la nuit fraîche mais le pont n'a pas bougé. « *La charge a fait canon* » constate le dynamiteur de service. On s'en tiendra là d'ailleurs ce soir côté dynamite. Baie des Trépassés ça n'a pas marché non plus. Solides « résistants » mais mauvais artificiers, les Plogoffistes. Tant mieux pour les ponts de la commune, ils sont vraiment les miraculés de cette seconde nuit de barricades. Les gendarmes, parachutistes en tête, sont arrivés ce matin vers 5 heures. Pendant 10 minutes les environs du Loch ont tremblé sous les déflagrations des grenades explosives et lacrymogènes. Mais ce matin encore il a fallu deux bonnes heures à l'Avranches pour frayer un petit passage au convoi dans le mur de feu. A 7 heures quand la colonne arrive à Trogor, il lui reste les habituelles ordures à dégager. Juste 15 bennes aujourd'hui.



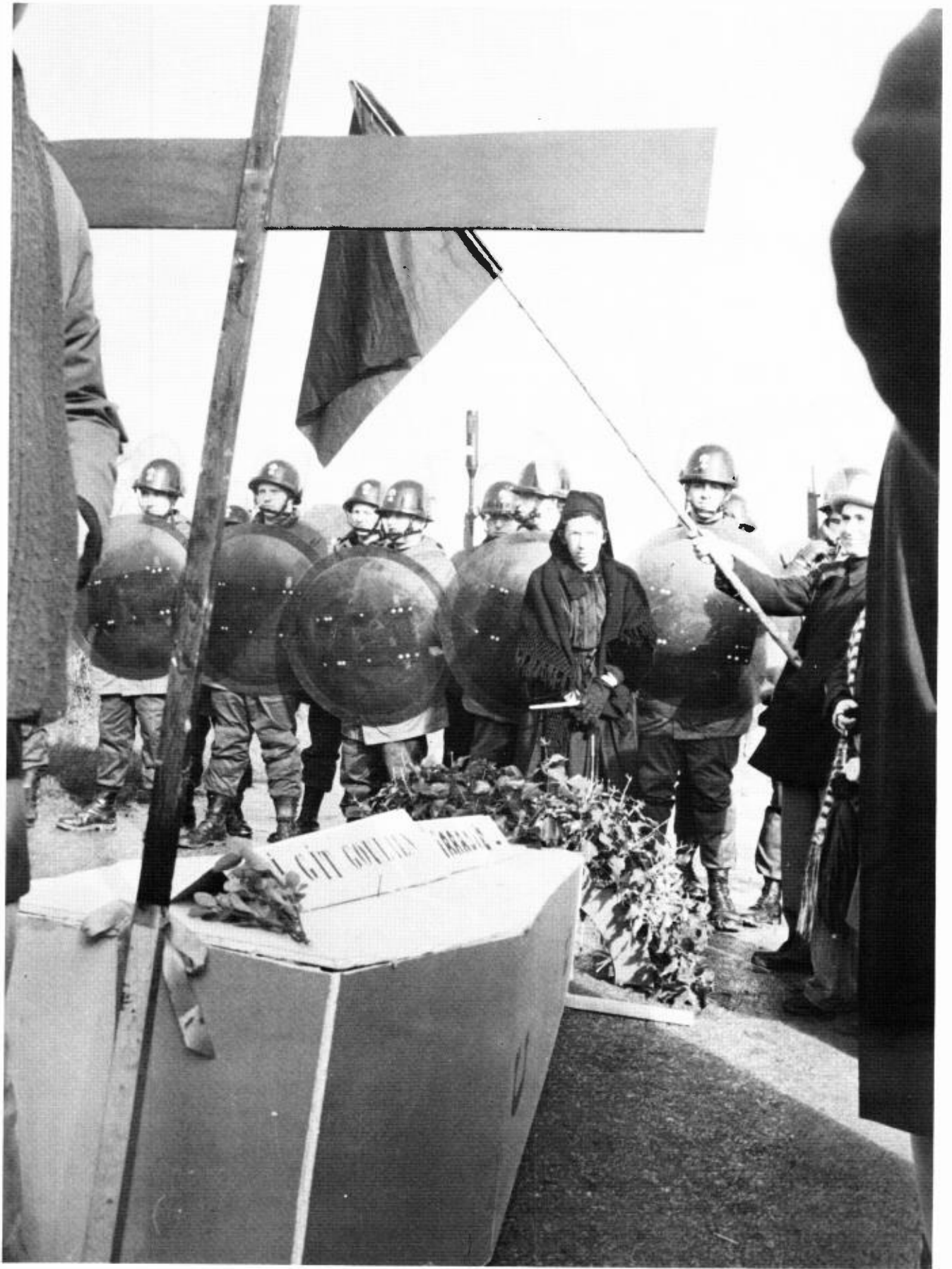
A midi, 2 000 manifestants se sont massés à l'heure du départ des mairies-annexes. Dans le nombre plusieurs élus du Finistère à qui la municipalité de Plogoff a lancé un véritable S.O.S. par télégramme hier soir après la rafle. Tout peut à nouveau basculer, mais ce samedi il n'y aura pas une seule grenade de tirée. Répit de quelques heures et la nouvelle semaine d'enquête est déjà là, la cinquième, avec ses barricades dès le dimanche soir, mais aussi des arrestations le mardi 5 mars. A 6 heures. Au petit jour cette fois.

Plusieurs dizaines de gendarmes mobiles sont venus prendre position mitrailleuse au poing, autour de certaines maisons dans des villages de Plogoff, Cléden-Cap-Sizun, Beuzec, Pont-Croix. Ils ont fait sortir tout le monde, fouillé, perquisitionné jusque dans les chambres, emmené 7 personnes menottées aux mains. Elles sont soupçonnées d'avoir participé au passage à tabac d'un gendarme mobile à la sortie d'un dancing de Pont-Croix, deux jours plus tôt. Quatre sont écrouées. Cela fait maintenant 15 personnes en tout sous les verrous depuis le début de l'enquête. Plogoff cependant mobilise encore et toujours. Les soutiens eux ne cessent d'affluer. Au courrier, sur le terrain. Aux messes de 17 heures, à l'amorce de la dernière semaine d'enquête il n'y a désormais plus jamais moins d'un millier de fidèles. Un jour ce sont les médecins et personnels de santé du Cap Sizun qui prennent la tête des manifestations. L'autre, les anciens combattants qui montent au front derrière leurs drapeaux, médailles à la boutonnière.

Le Cap Sizun se tend maintenant dans un ultime geste de refus. Ce mardi 11 mars, le président de la commission d'enquête, l'amiral Georgelin est à Plogoff dans une mairie-annexe en compagnie d'un assesseur, le commandant de marine Nédélec. Plogoff sort le « grand jeu ». Profondément troublé par tout ce qu'il a vu et entendu, l'amiral, 73 ans, doit garder le lit le lendemain. Dans les trois autres communes de Cléden, Goulien et Primelin la venue du commissaire enquêteur donne lieu à un enterrement symbolique avec cercueils, croix de bois, couronnes de lierre piqué de camélias; avec aussi cortège de femmes portant mantelet et coiffe de deuil du pays. A Plogoff, le cortège funèbre a été réservé pour le dernier jour d'enquête. Un jour où précisément tout le Cap s'est à nouveau mis en deuil comme au premier jour. Une foule de 7 000 pèlerins au moins a envahi Plogoff malgré les nombreux barrages de gendarmerie à l'entrée du Cap. Humour noir, fantaisie grinçante : c'est un feu d'artifice que tirent les habitants du bout du Cap cet après-midi. Les 4 escadrons, 300 gendarmes en place, regardent sans broncher. Eux aussi vont tirer tout à l'heure une salve finale, à leur manière.

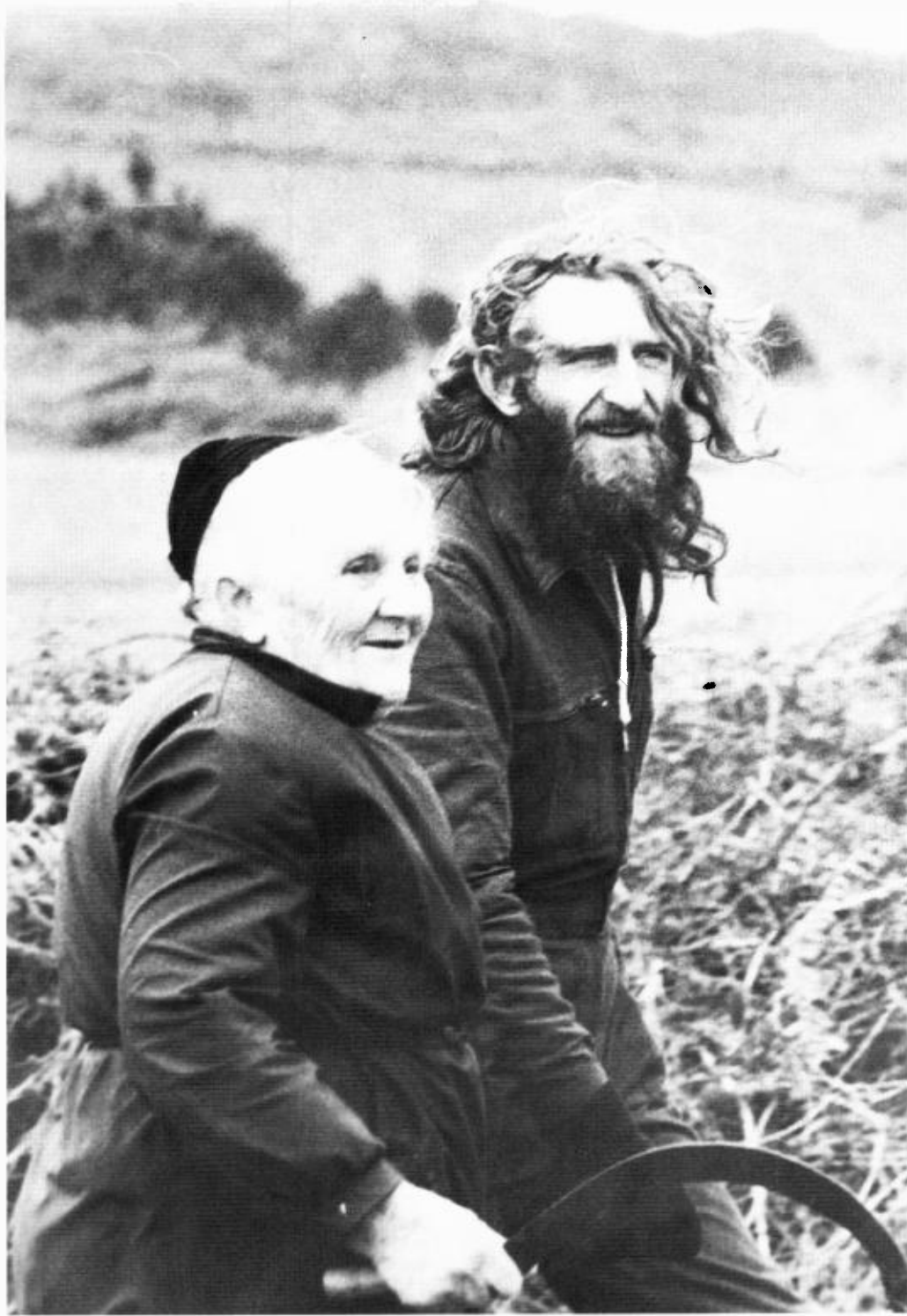
16 h. 30, c'est précisément presque l'heure du départ des mairies-annexes. Pour la dernière messe ça va être comme d'habitude, mais en plus violent. En plus méchant. Comme si chacun tient à accrocher haine et rancœur amassées durant ces six semaines aux cailloux, aux billes, insultes, cocktails molotov; aux grenades lacrymogènes, hurlements guerriers. Par 85 fois, les grenades explosives claquent ce vendredi soir dans Trogor devenu terrain de mines et champ de bataille.

Et puis soudain, un calme étrange. Il est 17 h. 05. Des milliers de personnes émergent du nuage de lacrymogène et semblent sortir d'un mauvais rêve. L'enquête est terminée. Sur des ponts noircis et chaussées défoncées, resteront longtemps gravées les stigmates de la révolte du bout du monde en cette fin d'hiver de l'an 80 et plus profondément enfoncées encore peut-être dans des cœurs du Cap et de Bretagne, les meurtrissures d'une procédure dont les débordements n'ont pas encore fini leurs ravages.









SCENES
DE
LA VIE
QUOTIDIENNE

DANS LE

CAP SIZUN

Quatre-vingt-quatre ans. Il a quatre-vingt-quatre ans le doyen des anciens combattants de Plogoff. Ca en fait des dépôts de gerbes et des minutes de silence depuis 1918 !

Mais la convocation d'aujourd'hui c'est pour une tout autre cérémonie.

Béret basque enfoncé sur le crâne, martelant le sol d'un pas saccadé, le drapeau bien à la verticale, il se dirige avec ses compagnons vers le barrage de casques, de fusils lance-grenades et de boucliers.

Dix mètres. Six mètres. Deux. Face à face. Visage blême des gendarmes mobiles, des gendarmes parachutistes et de leurs chefs. Peut-être la situation la plus embarrassante pour eux depuis le début de cette saloperie d'enquête.

Passe encore de taper sur des gauchistes, des anarchistes, des écologistes ou, comme dit l'autre, des trublions de tous poils. Mais que faire quand les drapeaux de la République veulent passer à tout prix ?

Et puis ce doyen qui vous fixe avec des yeux tranquilles. Ce maire en tricolore, lui aussi, qui pique sa nième colère. Le porte-drapeau des officiers-mariniers qui montre sa main ensanglantée : « *Voilà comment on nous traite : à coups de crosses* ». Les autres qui hurlent près de lui : « *Vous êtes la honte de la France* ». Et : « *On a libéré le terrain en 45. Nous le libérerons une seconde fois* ». Ou bien qui chantent à pleines poitrines bardées de médailles, de cartes d'anciens combattants et d'insignes anti-nucléaires : « *Contre nous de la tyrannie - e. L'étendard sanglant est levé...* ».

Scène surréaliste — une de plus — sur fond de décor de camions bâchés, de mairies-annexes à quatre roues et de haies d'aubépine où pendent, comme drapeaux en berne, tous les déchets de la société de gaspillage.





Le barrage s'entrouve enfin. Juste pour les anciens combattants. La tête encore plus droite qu'avant, le vétéran reprend sa marche. Deux larmes perlent sur son visage de granit buriné.

Ils sont solides, pourtant, les hommes du Cap. Les hommes et les femmes. Quel tonus les Carval, les Pennamen, les Kerloch, les Ansquer !

Quel tonus les Thérèse, les Amélie, les Guitte, les Jeannine, les Yvette... Nuit et jour sur la brèche et les barricades. On ne s'occupe plus des maris, de la soupe, du ménage. Juste ce qu'il faut des enfants ou des petits-enfants (« Mamie est allée à la bataille de Trogor, écrit à sa marraine de Paris le petit Franck, 7 ans. Si ça lui plaît, elle ira encore. Mais si ça lui plaît pas, elle ira plus »). La guérilla c'est la guérilla.

Lucides, aussi, les femmes de Plogoff. « *Plus tard, quand les nerfs retomberont, on aura le temps de se refaire une santé* ».

Pour le moment elles clament leur colère. Sur le ton majeur. Le seul qu'elles connaissent. De l'autre côté de la route, les gendarmes immobiles en entendent des vertes et des pas mûres. Ces dames, il est vrai, ne cessent d'avoir de nouvelles raisons de vitupérer. La veille, à la télévision, on les a fait passer une nouvelle fois pour des imbéciles. Des « Bécassine ». Parce qu'elles rouspétaient, justement, devant une caméra qui, en contrepoint, présentait les images bucoliques d'un Chinon sans problèmes. Ou presque.

Leur colère ? « *Nos petits gars amenés menottes aux mains dans la salle du Tribunal. Vous trouvez ça normal, vous ?* » Leur colère ? Elles tendent le doigt en direction des hommes en uniformes qui attendent 17 heures. « *Mais ils nous insultent, eux. Rien que leur présence, d'ailleurs, est une insulte* ».



L'une d'elle, un matin, en surprend un dans son jardin. Propriété privée. La pancarte est visible à cent mètres. Qu'est-ce qu'il fait là ?

L'homme hurle : « *Je sais que vous êtes tous fatigués de nous voir. Je peux vous dire une chose : nous on a honte d'être ici* ».

Cri de dépit, de rage au cœur, comme en poussent tous les jours les femmes de Plogoff : « *Marre des flics* ». « *Marre des provocateurs. De la préfecture. De l'administration. De Paris. Des curieux. Des photographes. Des cinéastes. Des journalistes. D'Ar Ger, Maez... A la maison, dehors... Dehors tout le monde. Ici nous sommes chez nous. La Paix* ».

Quand une Capiste crie « la paix », même le plus blindé des loups de mer n'insiste pas. Il s'écrase. En rajouter serait provoquer une scène dont les échos retentiraient sur les rochers de la Pointe du Raz et de Feunteun-Aod. Et pourtant les tempêtes et les ouragans, ils connaissent. « Poule mouillée » est intraduisible en breton du Cap.

Avec des gestes nerveux — leur manière à eux de tricoter pour tuer le temps — quelques vétérans taillent, au nez des mobiles intrigués, des branches d'orme et d'aubépine. Pas cette fois, pour les frondes de la révolte. Il s'agit de construire les casiers à crabes des prochaines pêches. Des casiers déposés et relevés depuis la nuit des temps au creux des rochers de la côte la plus inhospitalière d'Europe. Une côte trouée comme gruyère et en profondeur par la fureur de la mer. Usée, déchiquetée. Forte et fragile. Une côte qu'ils craignent (« Tous les malheurs peuvent s'y produire ») autant qu'ils l'aiment. La lueur. Aux deux représentants des forces de police qui se sont enhardis jusqu'à traverser la route et à poser des questions (en breton) ils répondent : « *Après la guerre, en 47, certains d'entre nous ont récolté ici quatorze et même quinze cents kilos de langouste en deux jours. On en pêchera encore des araignées, des dormeurs, des homards. Le littoral ne sera pas au nucléaire. Il sera à nous* ».

Têtus et déterminés, les Plogoffistes quand il s'agit de défense du territoire. Pas question de s'occuper des jardins recouverts de goémon depuis des semaines et qui attendent la bêche et le croc. L'ail, l'échalotte, les oignons et les pommes de terre hâtives, on verra plus tard. Cette nuit ou la nuit suivante, ils abattront les arbres d'un nouveau barrage, arracheront des tonnes de cailloux aux murets du site célèbre, entasseront des carcasses de voitures, feront rouler sur le macadam les immenses billes d'okoumé échappées du pont des cargos et récupérés au Loch ou à la Baie des Trépassés.

Pour se remettre de leurs fatigues et de leurs émotions, ils ont les veillées devenues quotidiennes, où le café et le rhum délient les langues et débrident les imaginations. Récits interminables des exploits du jour et de la veille. Chants. Cantiques. Histoires drôles, poétiques ou salées (« les enfants dorment, alors... »).

Ils ont, aussi, les manifs à la mode capiste.

Quand ils débarquent des autocars sur une place de la préfecture, avec leur valise à la main et leur fronde au cou pour se constituer prisonniers, ils ont l'allure de collégiens qui vont jouer un bon tour à leur professeur. « *On va faire une bonne cure de sommeil en prison. Croyez-nous, on en a bien besoin* ». Les bagages des femmes sont remplis de sous-vêtements d'une autre époque qu'elles brandissent avec d'immenses éclats de rire.

Lorsqu'ils trimballent un cercueil, un drapeau noir, des croix et des couronnes mortuaires en chantant le Requiem, le Libera et le Da Feiz Hon Tadou Koz, les mobiles se demandent si c'est du lard ou du cochon. S'il y a lieu de rire ou de sévir.

Ni l'un, ni l'autre, mon capitaine. Car Plogoff la Colère sait mêler le drôle et le sérieux avec un égal bonheur. Plogoff La Révolte sait surtout surmonter sa colère quand il faut et là où il faut pour mettre dans son jeu les tièdes et les passionnés. Les indifférents. Les motivés. Les gens graves et les Jean-foutre. Dire aux uns et aux autres des paroles de vérité.

Un doyen aux gardiens casqués des mairies-annexes qui regardent défiler les anciens combattants : « *Mettez-vous au moins au garde-à-vous pendant l'exécution de l'hymne national* ». A l'amiral commissaire enquêteur médusé : « *Vingt-huit ans de Royale. Conduite exemplaire. Devenu révolutionnaire à cause de l'E.D.F. et de ces messieurs (les gendarmes). Ferdinand vous salue, Amiral* ».

Le dernier jour de l'Enquête d'Utilité Publique, un jeune à la foule : « De fait, le départ des forces policières d'occupation rétablit sur le territoire de la commune les libertés fondamentales et, en particulier, la liberté de se rassembler, la liberté d'expression »...

Redoutable humour noir et blanc — gwen ha du — des Capistes.

Il est vrai qu'en face, aussi, on fait dans l'humour. Involontaire.

Un cinéaste à un mobile : « *Vous avez eu le temps de manger, au moins ?* »
L'autre : « *Oui. Avec un lance-pierre* ».

Humour d'un goût douteux parfois. A l'encre verte sur les grenades : « *Les Plogoffistes sont des bougnoules* ». « *Pour une sale gueule de Breton* »...



Des gens frustrés, bornés, obstinés, les Plogoffistes ? Regardez-les. Pour amadouer les représentants des forces de police, ils se présentent devant eux avec des agneaux dans les bras. Ils leur jettent des pierres ? Bien sûr. Mais aussi des fleurs. Et lorsqu'ils s'en vont, ils entonnent un joyeux « *Ce n'est qu'un au-revoir* ».

Des gens, surtout, parfaitement maîtres de leurs nerfs. D'un sang-froid qui ne cesse d'étonner les observateurs pendant six semaines. Le maire, d'ailleurs, montre l'exemple. Ce matin, il donne sa cinquième ou sa sixième interview. La radio ou la télévision suédoise, belge, allemande, suisse, française. Il signe son courrier, ouvre des dizaines de lettres et de télégrammes d'encouragement ou de soutien. Adressés par des jeunes, des adultes, des vieux. Tazieff, Cousteau, les élèves d'un cours moyen... Il répond, aussi, le maire, au colonel de gendarmerie qui lui téléphone afin d'inviter ses administrés à plus de calme, qu'il a la même requête à lui faire pour ses hommes. Quant à sa population, elle est « calme » et « digne ».

Sa matinée de premier magistrat de la commune achevée, Jean-Marie Kerloch vide un Muscadet avec des amis au café d'en face. Ensuite il rentre tranquillement chez lui. Comme il le fait tous les jours. Son pain de deux livres sous le bras.

Plogoff, une autre planète ? Un village hors du commun, Plogoff ? Il ne faut pas exagérer. Les registres d'Enquête refermés, les premiers prisonniers libérés racontent déjà à tout le pays leur arrestation, leur procès et leur détention. La mairie locale ressemble à n'importe quelle autre mairie bretonne. La preuve : le percepteur reçoit les contribuables ce matin. De 10 h. à 17 h. 15. Près de lui, sur une chaise, les billets de banque s'entassent. L'Etat a de la suite dans les idées, les Plogoffistes aussi.



**LA DEMOCRATIE
ESSOUFFLEE**



I

LE DELIT DE PRESENCE

« Au moment où l'on demande à ces gens de croire en quelque chose, le plus important est qu'ils croient en la justice ».

Le lundi 17 mars 1980 devant le Tribunal de Quimper, M^e Henri Leclerc ne mâche pas ses mots. A ce moment, beaucoup doutent en effet de la sérénité de la justice. Les événements sont là pour le confirmer : Quimper, capitale des procès de militants anti-nucléaires, Quimper, haut-lieu de l'application de la procédure de flagrant délit. Eugène Coquet, Clet Carval, Clet Ansquer et huit autres, Yann Choucq enfin, l'avocat nantais avec son nœud pap et sa bonne bouille à la Darry Cowl.

Messieurs, dans le box !

Pourquoi eux et pas tout Plogoff ou presque ?

Pourquoi pas Jean-Marie Kerloch, « *le maire qui a décidé la violence* » constate le Procureur de la République.

Pour l'exemple ? Parce qu'il y a des jets de pierres, des frondes, des cocktails molotov, des rassemblements quotidiens de manifestants ?

Pourquoi pas ce gendarme mobile qui, de son camion, sur le chemin du retour, tire à la fronde contre la fenêtre d'une habitation ? Ou ces autres, matraqueurs, lanceurs de grenades sur une terre qui ne demande qu'à respirer l'air pur plutôt que les gaz lacrymogènes ?

Pourquoi pas les policiers frappant jusque dans le Palais de Justice ?

Pourquoi pas, enfin, ce juge du Siège qui chute sur la chaussée avant de boxer un C.R.S. trop rigolard devant l'image insolite d'une magistrature... allongée !

Parce que les premiers se trouvent sous le coup de la loi anti-casseurs; parce que les seconds, « *n'auraient de compte à rendre qu'à leur juridiction militaire* » (ce que dément Monsieur Morinaux, Directeur des Polices Urbaines du Finistère); parce que les troisièmes obéissent aux ordres et que les quatrièmes s'arrangent à l'amiable, à l'abri des regards indiscrets.

Alors, la chancellerie chancelle, la procédure de flagrant délit vacille. Et dans toutes ces affaires de Plogoff on s'inquiète du rôle tenu par la police « au service » de la justice.

Au procès de Clet Ansquer le Procureur de la République le dit : « *C'est moi qui ais ordonné les interpellations* ».

Plus tard, au procès des « neuf », un lieutenant gendarme parachutiste parle de « marge d'initiative dont il dispose ».

Peut-être. Mais la rafle a lieu à Plogoff le 29 février. Pas un autre jour. Ce n'est plus du domaine d'une quelconque « marge d'initiative ». C'est pour l'exemple.



Comment dès lors ne pas emboîter le pas de l'avocat parisien Jean-Pierre Mignard, un puncheur celui-là, qui affirme : « *La procédure de flagrant délit est le débouché d'une opération policière sur un plan judiciaire, dans une lutte politique* ».

Et politique, elle l'est cette affaire de Plogoff.

Les procès de Quimper amènent ainsi devant les juges, des « trublions de tous poils » à qui l'on reproche d'avoir « participé à une action concertée à force ouverte ». En clair, d'être des casseurs.

Ils accusent durement, et avant tout, le nucléaire, la violence, la procédure.

Et la presse informe. Celle qui voit, entend et raconte, gêne. Le Procureur de la République parle de « parti pris »... Mais ne donne pas suite à la demande d'interview d'un journaliste. Quelques jours plus tard, au procès des « neuf », il lance : « *Les violences policières n'existent que dans l'imagination des gens qui ont perdu le sens commun* ». Comme si les coups de matraques, de godasses, de crosses de fusils et les grenades sortent d'un mauvais rêve apocalyptique, fruit d'idées pas très claires de quelques égarés.

Le nucléaire ? A Plogoff cela fait déjà cinq ans que son procès se poursuit. Devant le Tribunal de Quimper, à la barre, les témoins jurent de dire la vérité, toute la vérité. Ceux du terrain qui savent ce qu'ils veulent demain parce qu'ils savent ce qu'ils ont aujourd'hui : un patrimoine. Ceux qui cherchent, étudient, concluent et mettent en garde, mais n'ont pas le pouvoir de décider. Ceux qui dénoncent, pour tant d'autres, l'Enquête d'Utilité Publique « bidon » mais nécessaire à la bonne conscience de l'Administration.

La violence ? Des deux bords on charge verbalement dans le cadre pesant d'une salle d'audience à chaque fois pleine à craquer.

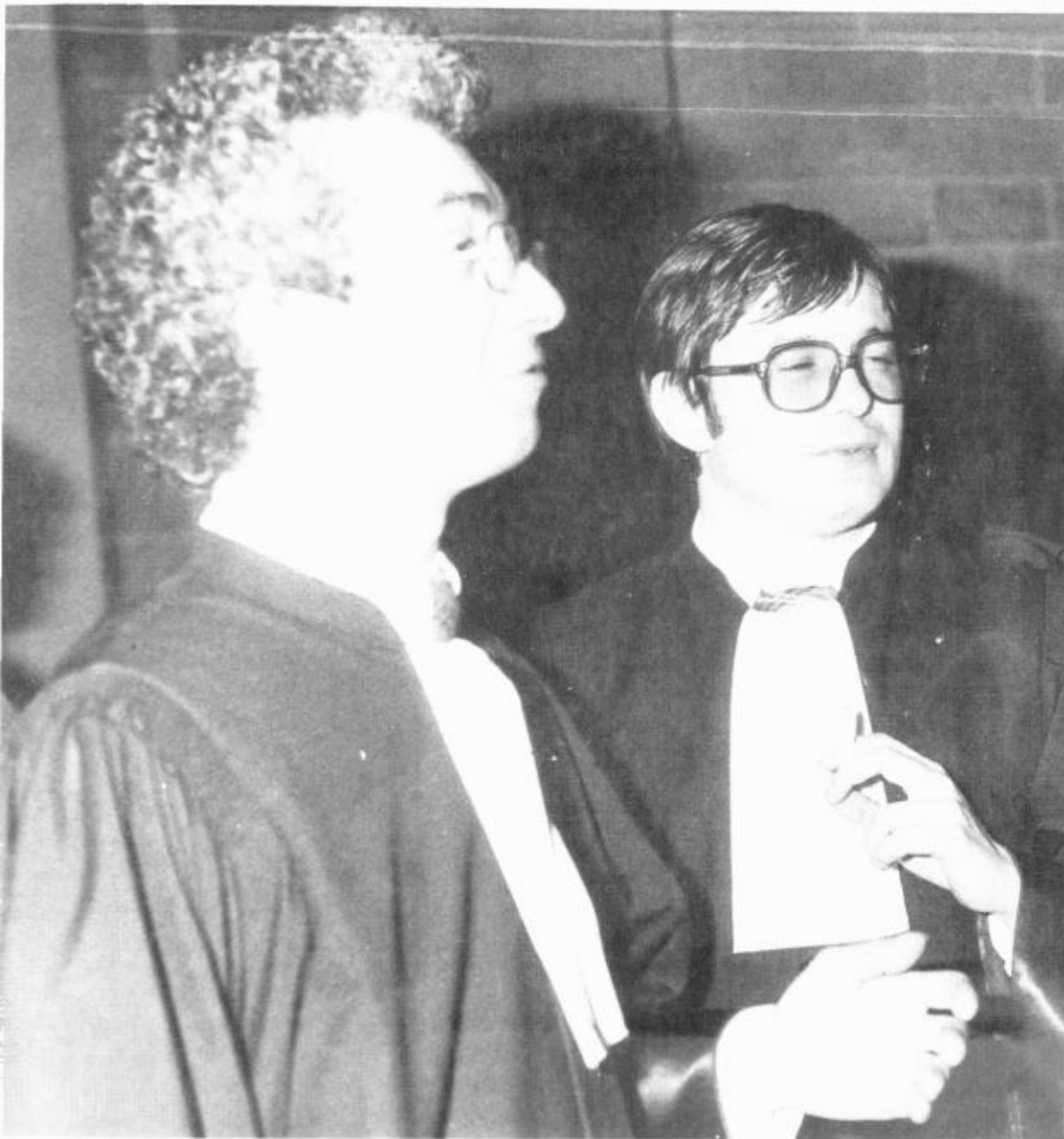
Le Ministère Public et les militaires sont au rendez-vous. Ils parlent de pierres lancées, de frondes, d'injures, de gestes...

La défense est là : insultes, menaces, brutalités. Aveugles mais impunies. Elle crie sa colère.

Le 17 mars, le réquisitoire est ferme : « Plogoff est en France et les Plogoffistes sont soumis aux lois de la République. Comme les autres ».

Alors, pourquoi eux et pas les autres ?...

Une semaine avant, (le 6 mars) les C.R.S. chargent aussi. Pas de paroles, des coups. Dans un Palais de Justice paniqué sous les yeux du Procureur Constant et du Président Bonnardeau, maîtres des lieux. Pas de lance-pierres, pas de frondes, pas de cocktails molotov, pas de billes d'acier dans cette bâtisse. Et pourtant...



MAITRE CHOUCQ (EN COMPAGNIE DE MAITRE MIGNARD) ATTEND D'ETRE TRADUIT EN FLAGRANT DELIT (LE 6 MARS).

La procédure ? Plogoff a fait tilt; la justice se trouve à partir de ce 6 mars dans une situation tendue. Elle plie sous la tempête qui la secoue. Déterminante : l'affaire Choucq. Jugé sur le champ alors qu'il défend les « neuf » aux côtés de M^e Mignard et M^e Riou. Pour « manquement aux obligations que lui impose son serment ». Les textes sont les textes. Le bâtonnier de Quimper, M^e Thos ne peut rien. Les juges choisissent la procédure exceptionnelle du flagrant délit... dans le flagrant délit. Une procédure gigogne dont la dernière utilisation remonte à quinze ans (M^e Isorni devant la Cour de Sûreté de l'Etat dans le cadre de la lutte anti-OAS). Et le citoyen Choucq rend sa robe pour dix jours ! Le procès se bloque.

Les hommes en noir et blanc prennent les couleurs de la colère : « *Ce sont les instances ordinales qui doivent trancher en semblable circonstance* ». Ils protestent, se mettent en grève : « *On censure la défense* ».

Ce qu'ils veulent : dénoncer la procédure de flagrant délit « néfaste, expéditive, se basant sur des dossiers baclés ». Elle prend du plomb dans l'aile mais court toujours... La loi la prévoit. Ceux qui l'appliquent le répètent.

Mais les avocats de France réagissent bien, parce que l'un des leurs « paye », c'est sûr. Mais surtout dans l'intérêt du justiciable, pour que les droits de la défense restent intacts. Pour la liberté, tout simplement.

Et le 17 mars, l'avocat quimpérois, M^e Riou, se fâche : « *A Plogoff se sont confortés les soupçons de complicité de la justice avec la police* ».

— « *Faux, commentera plus tard le commissaire Morinaux. Il y a les rapports prévus dans le code de procédure pénale. C'est la bible du commissaire de police et de l'officier de gendarmerie* ».

Pour M^e Mignard, Choucq et Leclerc, c'est pourtant net : « *On encercle, on boucle, on cogne, on prend dans le milieu, ceux qui courent le moins vite même s'ils n'ont rien fait. Ils sont là simplement. Et voilà, on les sert chaud* ».

C'est le délit de course. Le délit de présence qui frappe l'opinion et jette le trouble quand tout ne va plus très bien.



A L'INTERIEUR DU PALAIS, LE DELIBERE S'ETERNISE. SUR LES MARCHES, JOURNALISTES ET AVOCATS REGARDENT LA BATAILLE QUI FAIT RAGE (LE 17 MARS).



La justice se trouve ainsi sous le feu oratoire du Barreau : « *Juges, soyez gardiens de la liberté, pas de l'ordre. Cette liberté qui en d'autres âges était du côté de ceux qui portaient des pierres, pas des fusils* ».

Le 17 mars à 22 h. 30, les verdicts tombent : les « neuf » sont libérés malgré des condamnations. Le délibéré dure 2 h. 45. Un record qui intrigue.

Les juges s'en sortent avec les honneurs après avoir frôlé le k.o. Hués dix jours plus tôt, ils se démarquent cette fois du Ministère Public en ne suivant pas son réquisitoire.

« *Ils sont libres !* » hurle Agui Mouna, le philosophe poète du Quartier latin et du Palais des papes à Avignon. La rue explose de joie. Plogoff, dit-on, « gagne sa première bataille ».

Deux jours plus tard, la Cour d'Appel de Rennes rend aussi la liberté aux deux premiers : Eugène Coquet et Clet Anquer.

La pression baisse, les accusateurs voient leur assurance perdre de sa sublime.

Mais à Plogoff on tient le cap. Le vent soufflant de la mer continue de fouetter les visages comme pour mieux rappeler la réalité.

Les casques ne pointent plus à l'horizon. L'ordre immémorial est là. Sans matraques, sans grenades, sans pierres et sans frondes. Le combat exemplaire des Plogoffistes passe les frontières. La justice se remet. Avec ses magistrats un peu plus isolés et ses avocats qui viennent de réaffirmer leur indépendance. Les forces spécialisées dans le maintien de l'ordre sont à d'autres tâches. Quant à la politique nucléaire, elle connaît à Plogoff sa plus sérieuse contestation. La violence, la répression et les procès d'hier lui donnent aujourd'hui une dimension nouvelle. Ce n'est pas son dernier chapitre.



DEPUIS LE 9 MARS, BERNARD GUYADER LE FINIS-TERIEN ET VINCENT PER GOLIZZI LE NICOIS, FONT LA GREVE DE LA FAIM DANS LA CATHEDRALE DE QUIMPER.

ILS RECOIVENT ICI LA VISITE DE PARENTS DE PREVENUS INCARCERES.



ILS SONT LIBRES.



L'ARMÉE D'OCCUPATION
ORDRE RETIRE TES TROUPES

NOUS SOMMES DES MILLIONS
CONTRE LE NUCLEAIRE
POURQUOI 90 TAGES?



II

LES PARTIS POLITIQUES
ET LES POUVOIRS PUBLICS :

OUT !

Il est fort peu probable que les partis politiques ont ressenti l'inutilité de leurs actions et de leurs nombreuses prises de position car ils sont, aujourd'hui encore, trop enfermés dans leurs discours traditionnels et leurs objectifs électoraux pour être clairvoyants et sincères. Et pourtant, il ne fallait pas être un observateur surdoué pour constater que le combat de Plogoff n'était pas un engagement comme les autres mais l'expression d'un double refus.

Refus du nucléaire certes mais refus surtout, par une communauté de langue, d'esprit, de mœurs, forgée au cours des siècles, de disparaître broyée par l'apport brutal sur son sol d'une population « étrangère » aux composantes hétéroclites dont le seul dénominateur commun est en l'occurrence la construction d'une centrale. On reconnaîtra que c'est fort peu pour créer une nouvelle société dans une région qui n'a jamais aimé la précipitation et dont l'évolution a toujours été lente et sage. Dans le Cap Sizun, de tout temps, les hommes ont marché à leurs pas et laissé à leurs chevaux et leurs troupeaux le soin de tracer leurs routes.

Alors, quand le gouvernement leur fait miroiter les avantages d'une quatre voies leur permettant de sortir plus rapidement de leur presqu'île-cul-de-sac, ils répondent « *qu'il n'en ont rien à foutre et qu'un quart d'heure de plus ou de moins pour se rendre à Quimper, au bout du compte dans la vie d'un homme, cela ne fait pas une éternité* ».

Quant à l'intérêt général qui veut « *qu'une centrale nucléaire à quelques encablures de la Pointe du Raz, c'est bon pour la France, donc bon pour la Bretagne et le Finistère* », ils le rejettent avec force. Il est vrai que jusqu'à présent, le progrès n'a guère eu de grandes tendresses à leur égard. Un seul exemple pour s'en convaincre, pas un hôpital dans le Cap ! Oh bien sûr, maintenant on promet monts et merveilles aux Capistes : un port, des voies de communications, du travail, une vie meilleure grâce à la fée électrique qui n'est apparue à Plogoff qu'en 1953 et dont le kilowatt/heure sera payé demain moins cher que sur le reste du territoire national. Arguments matérialistes qui, dans un combat culturel, ne touchent pas les sensibilités. Les Plogoffistes auraient préféré posséder toutes ces choses lorsqu'ils n'étaient que des citoyens sans importance, travaillant une terre aride et pêchant sur une mer redoutable.

HUGUETTE BOUCHARDEAU, SECRETAIRE NATIONALE
DU P S U DEVANT LA PREFECTURE DE QUIMPER



Mais la dureté de leur existence, le gouvernement ne l'a découverte que lorsqu'il a eu besoin de leur espace. C'est dommage.

Voilà pourquoi les hommes et les femmes du Cap Sizun refusent aujourd'hui le chantage au progrès parce qu'ils ne se sentent nullement concernés par ce fameux intérêt général qui les a si longtemps ignorés.

Dans un tel contexte, les partis politiques auraient dû, à défaut d'avoir mauvaise conscience, avoir au moins une once de pudeur; de reconnaître que la lutte de Plogoff n'était pas la leur; qu'elle avait trop de noblesse, d'imagination pour leur appartenir; qu'elle était un combat d'avant-garde. Mais cela, ils ne l'ont jamais compris. Leurs ambitions se sont limitées pour les uns, au cours de ces six semaines d'Enquête d'Utilité Publique, à récupérer le mouvement populaire à leur profit; pour les autres à clamer au nom du réalisme économique la nécessaire construction de la centrale nucléaire, symbole d'une vie nouvelle. De quoi rire et pleurer quand on observe l'attitude des quatre principaux partis politiques français, le Parti Communiste, le Parti Socialiste, le R.P.R. et l'U.D.F. dans ce débat.



Parmi les petits Partis, le P.S.U., co-auteur du projet Alter et anti-nucléaire depuis toujours parce qu'il est autogestionnaire, donc partisan d'une véritable décentralisation du Pouvoir, a eu une attitude cohérente. Cela mérite bien un coup de chapeau...

L'Union Démocratique Bretonne enfin multiplia les communiqués en faveur de la lutte de Plogoff mais, si d'un côté elle laissa parler son cœur, de l'autre elle eut des réactions parfois trop rigide­ment doctrinaires.

En 1979, le 22 février, à Rennes, Georges Marchais, Premier Secrétaire du P.C.F., lance une petite bombe : « *Une nécessité pour la Bretagne d'avoir une centrale nucléaire... à Plogoff* ». Réactions violentes des syndicats, des C.L.I.N., des habitants du Cap. Que fait alors Georges Marchais le lendemain à Carhaix ? Il dément, accuse la presse bourgeoise et réactionnaire d'avoir déformé ses propos et explicité sa pensée. « *La Bretagne a besoin d'énergie. Les Bretons doivent comprendre s'ils veulent rester travailler au pays. Il ne serait pas juste, en effet, que vous les Bretons, vous demandiez aux Normands ou aux Auvergnats d'installer sur leur territoire des centrales nucléaires qui vous fourniraient l'énergie qui vous est nécessaire* » et d'ajouter « *si les Bretons disent c'est Ploumoguier, eh bien ce sera Ploumoguier; s'ils disent Plogoff... eh bien ce sera Plogoff. Nous, les communistes, nous laissons aux Bretons la décision* ».

A LA REPRESSION

F, C.F.D.T, P.S., P.S.U., U.D.B., L.C.R., C.S.C.V., VIENNOUVE
TRAVAILLEURS, COORDINATION C.R.I.N



Un an plus tard, le fait « Plogoff » est acquis; les instances régionales et départementales ayant voté sans bien connaître le dossier E.D.F. Or, lors du Conseil Général qui a statué sur l'implantation de cette centrale à Plogoff, les deux élus départementaux du parti communiste ont refusé leur suffrage. Entrant ainsi du même coup en opposition avec non seulement la direction de leur parti mais aussi leurs instances fédérales. Ces dernières, en effet, avant que l'épreuve de force ne débute à Plogoff, avaient pourtant pris la précaution dans « *l'Humanité Dimanche* » de rappeler la position des communistes.

Seulement voilà, Plogoff-la-Révolte va changer les données du problème et démontrer du même coup la fragilité d'un appareil qui apparaissait jusqu'alors plus solide que le granit.

Devant la pression populaire qui exige des prises de position claires de la part des élus, des municipalités communistes qui ne veulent pas laisser le champ libre à leurs rivaux socialistes vont peu à peu se prononcer « contre l'installation de la centrale ». Et c'est la première surprise.

Scaër la rouge, Scaër qui depuis la Libération n'a jamais connu d'autres directions communales que celle du P.C.F. bascule dans le camp des anti-nucléaires grâce aux abstentions de certains sympathisants communistes et aux votes socialistes. Puis ce sera le tour de Treffiagat-Léchiagat et du Guilvinec. A

Douarnenez, le maire dont la fidélité au parti ne peut pas être mise en doute, à son retour d'un voyage à Harrisburg aux U.S.A. s'affirme être « contre le nucléaire » et n'hésite pas à déclarer à « *Oxygène* », mensuel breton de la Protection de la Nature. « *que l'atome lui fait peur* ».

Au fil des jours, le bel édifice communiste se lézarde et Piero Rainero dans le quotidien « *Ouest-France* » du 13 mars 80 tente de marquer le coup en prétendant que « *les votes des municipalités communistes prouvent que le débat démocratique existe dans le parti* ». Suprême habileté qui ne trompe personne car nul n'ignore que le véritable débat démocratique se déroule sur le terrain, à Plogoff, où toute une population, toutes opinions confondues, lutte jour et nuit pour préserver son identité et son droit à la différence.

Le parti communiste dénoncera aussi les violences des forces de l'ordre, tout en condamnant les provocateurs de tous poils qui jettent de l'huile sur le feu.

C'est incroyable le nombre de fois que pour expliquer les brutalités des gendarmes mobiles venus de Mont-de-Marsan, la majorité dans son ensemble, le P.C. et les pouvoirs publics ont souligné la présence de ces agitateurs professionnels « deux cents environ » venus d'ailleurs. Sur ce chapitre le R.P.R. a été imbattable et a tenu le même discours pendant quarante-cinq jours. Mais où étaient-ils donc ces provocateurs qu'on n'arrêtera jamais malgré un service de police dont personne ne conteste l'efficacité ? A Plogoff ? Certainement pas. A Goulien, à Cléden, à Primelin ? Pas davantage.

Il faut être sérieux. Les deux cents agitateurs professionnels n'ont existé que dans l'imagination de ceux que cela arrange c'est-à-dire le Préfet, le R.P.R., le P.C. et l'U.D.F. S'il en avait été autrement les pouvoirs publics auraient été trop heureux de les faire arrêter et traduire en justice. Le seul inculpé qui portait d'ailleurs un nom à consonnance latine : Pergolizzi, a aussi été le seul à être relaxé lors du procès de Quimper le lundi 17 mars 1980 !

Eh bien, malgré cela, le Rassemblement Pour la République poursuit un discours officiel comme si rien ne s'était passé durant les quarante-cinq jours d'Enquête d'Utilité Publique et la présence sur le site de Feunteun-Aod de cinquante-six mille personnes le dimanche 16 mars. Monsieur Guerneur député de la circonscription, confirme dans le quotidien « *Ouest-France* » du 19 mars sa position « au nom de l'honnêteté et de la rigueur ». Encore faut-il reconnaître que ce chiraquien bon teint a le courage de ses idées et qu'il n'en change pas suivant les circonstances. Ce qui n'est pas le cas, par exemple, de son ami Louis Goasduff qui en compagnie du sénateur centriste Georges Lombard, du député U.D.F. Bérest et de quelques autres élus nord-finistériens se déclare être « contre la centrale de Ploumoguer » dans un tract diffusé le 8 août 1978 mais vote au Conseil Général pour celle de Plogoff. Bel exemple d'électoratisme. Ajoutons pour être complet que toutes ces personnes de la majorité n'ont pas hésité, à l'époque, à se servir d'une petite phrase de Monsieur Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République, petite phrase prononcée en 1974, pour étayer leur prise de position : « *Aucune centrale nucléaire ne serait imposée aux populations qui n'en voudraient pas...* ».

C'est donc en se basant sur cette déclaration que le Président de la République n'a d'ailleurs jamais démentie, que le P.S.U., l'Union Démocratique Bretonne, le P.S., les syndicats et les C.L.I.N. ont aussi construit une partie de leur argumentaire, argumentaire que refusent aujourd'hui Messieurs Goasduff et Lombard pour ne citer qu'eux. On se demande bien pourquoi ? Parce que Brest est à proximité de Ploumoguier. Argument rejeté, vos Honneurs ! « *La centrale type Plogoff ne comporte aucun risque* », disent Messieurs Guerneur et de Bennetot (R.P.R.), lequel ajoute sous forme de boutade « *qu'il y a moins d'accidents dans les centrales que dans les usines à chapelets* ». Alors si le danger n'est pas nucléaire en ce qui concerne Brest, qu'est-il exactement ? Politique. Il ne faut pas se leurrer, le choix de Plogoff n'est pas uniquement un choix technique mais d'abord un choix politique à partir du moment où on admet la fiabilité de la filière franco-américaine. Brest, c'est une agglomération de 235 000 habitants avec une université, des ouvriers, des paysans léonards qui, à plusieurs reprises ont fait vaciller le pouvoir et sauter des préfets... C'est une mobilisation rapide et importante des opposants à la centrale.



ROGER GARAUDY EN CONVERSATION A PLOGOFF AVEC UN RESPONSABLE DES GENDARMES MOBILES.

Politiquement, le site de Plogoff présente de sérieux avantages. Une presqu'île à la démographie en baisse, une ville de Quimper de 63 000 habitants à quarante-cinq kilomètres par une route sinueuse, une Cornouaille moins turbulente que le Léon, une commune de Plogoff de gauche (une des rares du Cap) avec à sa tête un maire socialiste bagarreur en diable, Jean-Marie Kerloch... Pourtant malgré tout cela, le gouvernement s'est trompé dans ses calculs tout comme d'ailleurs Monsieur de Bennetot qui prétendait dans une interview au « *Peuple Breton* » journal de l'U.D.B., dans le numéro de mars 80, que le Léon ne lèverait pas le petit doigt en faveur de Plogoff. Erreur encore, il y a des combats de société qui font craquer les barrières ethniques, même en Finistère, et mettent mal à l'aise certains hommes de la majorité tel Henri Cogan, conseiller général centriste du canton de Pont-Croix dans lequel se trouve le site de Feunteun-Aod qui est « pour le nucléaire ailleurs qu'à Plogoff ». Etonnant raisonnement d'un homme indécis, comme la plupart de ses compagnons de route.

Quant aux socialistes, ils ne sont pas beaucoup mieux lotis... Certes, ils ont été à Plogoff en première ligne. Ils se sont montrés; on les voit, Quilès, Le Penec, Marie Jacq, Phlipponneau, Josselin, Le Drian, l'Armada quoi... Pour eux, on le sait, le tout nucléaire ne se justifie pas. Ils le chantent sur tous les toits, l'écrivent dans de nombreux communiqués puis s'en vont demander au gouvernement par l'intermédiaire de Monsieur Charles Hernu, maire de Villeurbanne, dix sous-marins supplémentaires à propulsion nucléaire, dix sous-marins qui demain seront logés, carrénés et ravitaillés à l'Île Longue dans la presqu'île de Crozon, à 30 km à vol de goéland de Plogoff. Comprenne qui pourra. Lorsqu'on souligne aux socialistes cette contradiction fondamentale, ils répondent avec naïveté, réelle ou feinte, que « Charles Hernu ne représente à l'intérieur de leur parti qu'un courant d'idées » ! Ainsi en ayant un courant pro-nucléaire, un autre anti, les amis de Monsieur Mitterrand sont gagnants sur toute la ligne ! Ils auront toujours raison. Eux non plus n'ont pas compris le véritable enjeu du combat des habitants du Cap; pour avoir cru y trouver une enceinte politique, leur prestation sera sans lendemain, même si elle a été parfois sympathique.

Ce qui toutefois a étonné le plus les observateurs lors du déroulement des événements de Plogoff, c'est l'attitude des pouvoirs publics. Certes, il était difficile pour ne pas dire impossible au Préfet du Finistère de laisser sans surveillance les mairies-annexes qui auraient sans aucun doute flambé, mais était-il sain de rejeter en permanence la réalité des témoignages même si elle contredisait la vérité officielle ?

Pour avoir assisté aux provocations et aux brutalités inutiles des gendarmes parachutistes et des C.R.S., nous pouvons déjà répondre par la négative. Pour avoir vu éclater au grand jour un nouveau racisme de part et d'autre d'ailleurs, nous nous devons d'en dénoncer les dangers. Or, le préfet s'est limité à condamner les actions violentes des manifestants mais jamais les outrances des forces de l'ordre. Il a refusé, par exemple, de croire aux « ratonnades de Quimper » et couvert les matraquages de journalistes, victimes de règlements de compte parce qu'ils ont eu l'audace d'écrire ou de rapporter ce qu'ils voyaient. La vérité fait toujours mal, mais la refuser, c'est encore pire. Demain, tout cela sera versé au chapitre des « bavures ». Mais déjà le peuple n'a plus confiance dans les pouvoirs publics ni dans la gendarmerie qui jusqu'alors était sans tache. Il ne croit plus ni à l'autorité ni à la loi. Il sait enfin que les partis politiques ne représentent rien si ce n'est un discours tout juste bon pour un parlement moribond. Que lui reste-t-il pour s'exprimer ? La rue avec tous les dangers, tous les excès que cela comporte. Plogoff-la-Révolte a étalé sur la place publique les grandes faiblesses d'une démocratie fatiguée, malade aujourd'hui du nucléaire.

**L'INFORMATION
EN FLAGRANT DELIT**

BUREAU-ANNEXE DE LA MAIRIE

STAND D'INFORMATION ANTI-NUCLEAIRE



« *Personne ne peut douter du parti-pris de la presse dans cette affaire* ».

O n est tenté de dire : signé Zorro. Zorro, en l'occurrence, c'est le Procureur Constant par qui l'anathème arrive. Un Procureur blindé de certitudes et apparemment sans état d'âme. Sale affaire, c'est vrai, que celle de Plogoff. Sale affaire en tout cas pour une démocratie bloquée dont on remplit les vides à coups de policiers et de gendarmes mobiles.

Soyons beaux joueurs : la presse a été de parti-pris dans l'événement. Le parti-pris des faits. Celui des images qui se bousculent devant l'objectif des photographes. Celui des anecdotes qui déboulent en vrac à la pointe des stylos. Elle ne les a pas inventés, ces centaines de flics — quel autre mot employer ? — quadrillant une région comme au plus beau temps de l'Occupation. Elle ne les a pas rêvées, ces « *messes* » quotidiennes où se jouait une partie de bras de fer dérisoire : billes et cailloux contre fusils lance-grenades, bulle de savon contre rouleau compresseur.

La presse a témoigné de ce qu'elle a vu, entendu, vérifié, chèrement payé parfois. La liste des journalistes bastonnés pour leur apprendre à regarder et à écouter aux portes est ici encore — une fois de plus — insupportablement longue. Ces journalistes que l'on bichonne côté pile à Pont-Croix dans une salle de presse où le petit four circule mieux que l'information et que l'on voue côté face à tous les feux de l'enfer parce qu'ils ont mal rendu compte du discours officiel. De tous les discours officiels. Celui des Pouvoirs Publics comme celui des innombrables associations politiques, syndicales et culturelles papillonnant autour du combat de Plogoff.

Pas facile de trier dans la masse extraordinaire de « *signaux* » qui se sont mis à clignoter 45 jours durant sur l'écran parasité du Cap Sizun. Pas facile dans ce magma contradictoire de trancher en noir et blanc lorsqu'on sait qu'à l'autre bout des lecteurs, des auditeurs, des téléspectateurs attendent le « *digest* » du journaliste pour se faire une opinion. Pas facile surtout dans le cas précis de Plogoff où les tabous ont fonctionné à plein.



Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à feuilleter les hebdomadaires nationaux de février et de mars. Sur la bataille de Trogor, rien ou presque. Quelques miettes ici et là, accordées du bout de la plume. Aucune analyse du phénomène capiste et de ses conséquences. Et puis brusquement, c'est la marée noire sur le Nord-Bretagne. La nième du genre. Toujours aussi scandaleuse mais désormais, malheureusement, sans grande surprise. Dans les salles de rédaction parisiennes, c'est pourtant l'alerte générale. Des pages dans « *L'Express* », « *Le Point* », « *V.S.D.* ». Et puis, comme pour se faire pardonner de les avoir oubliés, quatre ou cinq paragraphes sur les rebelles du Cap Sizun entre d'interminables tartines mazoutées. Un amalgame parfois grotesque truffé de « *bretonneries* » folkloriques.

Quant au quasi silence du « *Nouvel Obs* », il étonne. Le silence d'une gauche atomisée que le nucléaire gêne comme il gêne la presse Hersant. A moins que, des bureaux moquetés de la capitale, personne n'ait tout simplement compris ce qui se passait à l'extrême pointe de la Bretagne. Impossible d'oublier dans ce palmarès « *Paris-Match* » : quatre envoyés spéciaux sur le « *coup* » le 31 janvier et jamais la moindre photo. Pas bon, ça, coco... Impossible aussi de ne pas décerner le neutron d'honneur au « *Meilleur* » qui, le 7 mars, titre à la file : « *maman, faut-il avoir peur de l'atome ?* », « *la France pourra enfin narguer les émirs grâce à ses centrales nucléaires* », « *pas plus de risques d'accidents qu'en traversant votre rue le dimanche matin* », « *notre pays sera l'égal des grands : une force qui nous fera respecter* ». Sans commentaire...

La presse nationale, elle, a suivi l'action avec plus ou moins de bonheur. Coup de chapeau en tête à « *Libération* », présent d'un bout à l'autre de l'Enquête d'Utilité Publique grâce à Yann Kermor. Coup de chapeau aussi au « *Matin* » que ses officielles sympathies pro-nucléaires n'ont pas empêché de faire un travail irréprochable et d'ouvrir le débat. Coup de chapeau encore au « *Monde* », tardif à se réveiller comme à son habitude mais imbattable une fois lancé. Après, le hit-parade se dégingue. Les outsiders se font rares. En queue de peloton, « *l'Humanité* », dont la version des événements réduite à des communiqués de fédérations fera la joie des historiens. Sur sa droite, l'empire Hersant. « *Le Figaro* », « *L'Aurore* » et « *France-Soir* » réunis dans une même et ahurissante mauvaise foi. Un parti-pris qui n'en est pas un selon les critères de M. Constant, le Procureur, puisque de ce côté-ci du papier imprimé on ne rencontre plus que des forces de l'ordre victimes de Capistes bornés et rétrogrades. La violence centraliste, connais pas. Pour tout brouet, les habitués de cette presse dite d'information n'ont plus qu'une caricature méprisante du combat de Plogoff.

Parmi les deux principaux « *régionaux* » diffusés en Bretagne, les lecteurs ont fait leur choix. Sur l'un des deux plateaux de la balance, « *Ouest-France* » — le premier quotidien de l'hexagone par son tirage — dont tout le monde a tellement dit et répété qu'il avait été « *remarquable* » que ses journalistes ont fini par y croire. Pas de quoi rougir en effet devant l'énorme masse de copie consacrée au sujet, le vaste débat contradictoire ouvert en permanence dans ses colonnes et l'éditorial de son directeur général. Sur l'autre plateau, « *Le Télégramme de Brest* » qui a préféré s'en tenir aux faits-divers sans jamais déverrouiller ses pages. « *Ouest-France mène sur Plogoff une opération démagogique et commerciale* », ont longtemps déclaré urbi et orbi certains de ses détracteurs avant de se taire, mal à l'aise, devant l'énormité de leur propos. Il est vrai que bon nombre de lecteurs de ce journal ont parfois regretté que l'écho des événements n'ait pas été représenté suffisamment au-delà des frontières finistériennes.

A l'écoute encore des vibrations venues de Plogoff : Colin de « *L'Est Républicain* » qui est resté plusieurs jours sur le terrain; « *Le Progrès de Lyon* » où chacun a pu suivre, régulièrement, les battements de cœur de la presqu'île capiste, en complément du reportage de ses deux envoyés spéciaux. Et puis bien sûr, en Bretagne même, des périodiques de qualité comme « *Le Canard de Nantes à Brest* », « *Oxygène* » ou « *Le Peuple Breton* », fidèles aux rendez-vous de l'événement. Une presse qui, pour les deux premiers titres au moins, est sortie de sa marginalité pour mettre les pieds dans le plat sans complexe et conforter sa crédibilité, hors de toute étiquette politique. Dans un sillage identique : le mensuel basque « *Euskaldunak* » qui consacre trois pages dans son numéro de mars au « *Carnaval en Bretagne* ».

« *Quand je dis que je ne suis pas de la télévision française mais de la télévision allemande, je suis bien accueilli ici* ». Cet aveu d'un confrère d'Outre-Rhin à « *Ouest-France* » résume crûment le sentiment des habitants du Cap Sizun à l'égard des « *étranges lucarnes* » lors de cette interminable enquête de 45 jours dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle ne fut pas au-dessus de tout soupçon.

Inutile de perdre du temps à décerner des médailles à telle ou telle chaîne de T.V. : ceux qui ont eu le loisir de « suivre » Plogoff sur TF1, Antenne 2 ou FR 3 ont fait leur religion. Au hasard de la fourchette, entre la poire Belle Hélène et le camembert, ils ont vu défiler le bon (avec notamment le Brestois Dilasser et le Rennais Louis-Marie Davy), le moins bon et le franchement mauvais. Parfois même, le crapuleux. Réflexion semblable pour les radios dont les bulletins en dents de scie, trop souvent invertébrés et anecdotiques, ont irrité les plus placides. Bulletins lancés à l'antenne sur la foi de dépêches d'agences aux sources quelquefois mystérieuses, contestées avant d'être tombées sur les télex. Ce que d'aucuns ont baptisé « l'intox ».

Que retirer de tout cela ? Essentiellement le sentiment que l'information est finalement passée là où — le rapport de force aidant — les professionnels l'ont imposée coûte que coûte en frappant du poing sur la table. Avec, curieusement, des trouées lumineuses inattendues : Claude Villers qui rend hommage sur « *France-Inter* » aux combattants de Plogoff; Haroun Tazieff le vulcanologue qui, dans le même « créneau », s'en prend au nucléaire et à ce qu'il implique.

Les étrangers, eux, se sont déplacés en nombre à la Pointe du Raz. Des journalistes de l'Europe entière. Des Anglais, des Gallois, des Irlandais, des Hollandais, des Suédois, des Danois, des Allemands, des Belges, des Suisses, etc... venus prendre le pouls du Cap et de l'atome par la même occasion. Prodigieusement intéressés, semble-t-il, par les trésors d'imagination mis au service d'une contestation anti-nucléaire jusque-là inégalée. Sensibles, plus que bien des Français, à ce qui pourrait être un virage décisif dans la remise en cause d'un certain type de développement et de société.

Sur place, une multitude de photographes ont croqué pour la postérité la vie quotidienne de la presqu'île. Au milieu d'eux, un cinéaste breton (Félix Le Garrec) et son preneur de son (Jacques Bernard) dont le travail sera un précieux repère pour les générations à venir. Un témoignage éminemment actuel et brûlant aussi que les Capistes ont découvert en priorité lors de projections « brutes ».



Tracts, conférences, stands, affiches, tour de Bretagne de fausses « mairies-annexes », roman-photo (« *Le Coup du destin* »), démultiplication des C.L.I.N. : la contre-information fait également son chemin. Comme par exemple le dimanche 16 mars à la Pointe du Raz où plus de 50 000 personnes ont déambulé entre les fils compliqués de son lacis. Écoutant la musique et les chansons d'une pléiade d'artistes venus bénévolement de toute la Bretagne. Feuilletant d'innombrables brochures proposées par d'innombrables militants de tous horizons et de toutes obédiences. « *Récupération* », ont protesté sur feuille ronéotypée de courageux anonymes. Étrange mot-caméléon.

EDF, pour sa part, persiste et signe. Plaçant sa prose multicolore (économies d'énergie et production nucléaire sur fond brun, les effets socio-économiques sur fond vert, les énergies douces sur fond beige) jusque dans le hall d'accueil du commissariat de Quimper. Mieux : jusqu'au cœur de certaines pharmacies, derrière le paravent pseudo-scientifique de laboratoires. Là encore, il y aurait des choses à dire, des confusions à dénoncer, des ambiguïtés à lever. Comme celles de cette désormais célèbre et luxueuse plaquette envoyée à grands frais par Electricité de France dans tous les foyers finistériens : « *25 questions, 25 réponses* ». Il faudrait ajouter : 3 000 autres questions sans l'ombre d'un début de réponse.

A Plogoff, l'enquête d'utilité publique a déroulé les fastes de son rituel surréaliste. Procédure « d'information » anachronique établie au 19^e siècle pour — au nom de l'intérêt général — assurer la défense de petits propriétaires terriens susceptibles d'être lésés par la réalisation d'un projet collectif. Procédure d'un autre âge qui refuse de prendre en compte des facteurs aussi importants que l'écologie, le cadre de vie, les nuisances physiques et psychologiques du citoyen. Procédure-massue que l'on impose à coups de crosses un mois et demi durant à des gens qui la refusent désespérément. Procédure-bidon dont les bonnes intentions proclamées ne servent qu'à justifier un légalisme désincarné. Procédure-alibi qui ne jette de poudre aux yeux de personne, stupidement planquée derrière son écran de fumée lacrymogène.

A cette démocratie formelle et sclérosée, le maire de Plogoff et ses collègues de Clédén-Cap-Sizun, Primelin et Goulien ont fait un bras d'honneur. Ultime salut au drapeau dépenaillé d'une administration décidément malade de la peste paperassière et sans objet.





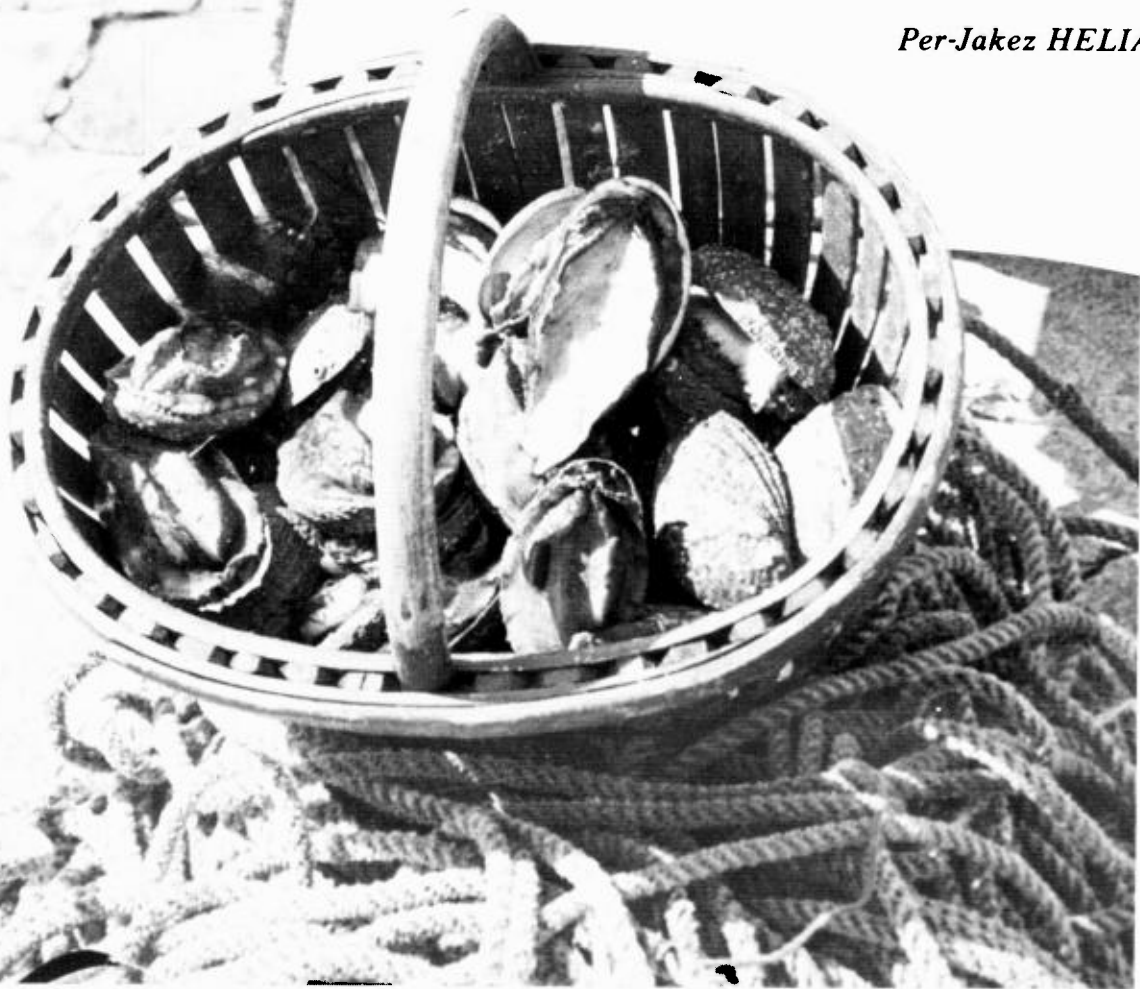
La fête après la bataille. Alan



Stivell mène la danse au fest-noz.

LA BOUTIQUE DU MONDE

Per-Jakez HELIAS.



LA BOUTIQUE DU MONDE

PER-JAKEZ HELIAS

Le CAP SIZUN est l'un des sites les plus célèbres de « l'Europe aux anciens parapets » sous le nom de Pointe du Raz. Depuis une bonne portion d'éternité, il commande le Raz de Fontenoy (ô, Feunteun-Aod !) et la chaussée de Sein avec le radeau de son île fameuse, le symbole même de toutes les résistances et de tous les entêtements. On y accourt d'ailleurs et de partout, comme un pèlerinage, pour contempler de ses yeux l'un des derniers promontoires du monde occidental. C'est un pan de géographie physique dont la seule vue quotidienne et la nécessité d'y vivre ont fait naître, dans les imaginations, depuis les plus hautes époques, l'un des plus fascinants parmi les cycles légendaires qui ont enchanté les terrestres passages du fils de l'homme en lui donnant des ouvertures sur l'Autre Côté.

Mais les princes qui nous mènent, à défaut de nous gouverner, n'ont cure de tout cela. Ce ne sont pas préoccupations de princes, mais de peuples. Et ils attendent sans vergogne à la réalité comme à ses grandes images l'année même qu'ils ont consacrée — est-ce ruse ou inconscience — à la défense du Patrimoine. Il semblerait même, à en croire les gazettes, qu'il existe quelque part un Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie. Mais ce n'est peut-être pas vrai. Oublions tout cela.

Or, la vie de l'homme s'inscrit entre deux coordonnées qui sont le temps et le lieu. Etre de son temps, c'est apparemment facile. Il suffit de se mettre à la dernière mode comme si l'on tombait de la dernière pluie. De hurler avec les loups ou de bêler avec les moutons, au choix. De se projeter dans le proche avenir en reniant le passé récent et sans savoir de quoi demain sera fait, bien que les bons apôtres nous assurent que demain on raserà gratis, qu'il y aura du travail pour tout le monde, que l'électricité sera pour rien et que l'on reverra le

Paradis Terrestre modifié dans le style Goldorak. A condition, bien entendu, de consentir à quelques petits sacrifices sans importance et pour le bien de tous. Vous y croyez, vous ? Mais si vous faites la moindre réserve, vous voilà traités de *passéistes*. C'est un mot qui vaut, à lui seul pour nostalgiques, rétrogrades, conservateurs, bornés, têtus comme des ânes rouges. Quand un beau parleur, quel qu'il soit, a recours à cet objectif, méfiez-vous ! Il cherche à vous refiler une douteuse camelote ou même vous faire avaler une couleuvre de taille, politique de préférence. Encore heureux quand il ne tente pas de vous dépouiller de votre patrimoine, le vrai. Avez-vous remarqué que tous les arguments de ces gens-là sont *futuristes*. Le bonheur est toujours pour demain.

Il est plus malaisé d'être de son lieu. Cela fait quelques lustres qu'une urbanisation démentielle concentre dans des camps-métropoles des masses de déracinés qui étaient pourtant de quelque part. Pour beaucoup d'entre eux, ce sont des déportés du travail, des immigrés de l'intérieur qui auraient préféré exercer leurs talents aux lieux de leur naissance. Ils ne sont pas pour autant des casaniers. Les Bretons, en particulier, se sont fait un nom dans l'Histoire comme coureurs de mers et de pays. Mais dans certaines conditions qui sont les leurs et pour des nécessités reconnues. Aujourd'hui, il semblerait qu'en haut lieu on ait décidé de les vider de leur pays, de transformer leur berceau en désert afin d'avoir les coudées plus franches pour y pratiquer des expériences aussi douteuses que transitoires. Après quoi, s'ils s'avisent d'y revenir, ils ne retrouveraient plus que l'anonymat du béton, la pollution usinière des eaux, et des côtes investies par des marées noires périodiquement renouvelées par l'éclatement des baïlles à merde qui véhiculent au hasard du temps les mélasses de leur servitude. En attendant le nucléaire dont les scientifiques ne sont ni maîtres ni comptables et dont ils ne savent même pas éliminer les déchets. Nous sommes en train d'hypothéquer durement les générations à venir. Mais quoi faire ! Ces têtes politiques, emprisonnées dans leurs propres œuvres, ne savent qu'improviser à vue. Elles devraient pourtant apprendre à naviguer en haute mer et à barrer dans les tempêtes. Ou alors, qu'elles cessent de faire des enfants. Mais n'attendez pas d'elles qu'elles reconnaissent leurs torts, qu'elles remettent en question leurs choix. Pourquoi le feraient-elles ? Elles trouveront toujours des historiens pour les justifier. La mode est aujourd'hui à réhabiliter les rois et les ministres. Il n'y a pas apparence qu'elle doive changer demain.

Alors on nous assomme d'analyses, d'enquêtes, de dossiers, de rapports, de diagnostics, de prévisions et de priorités. Les tanières bureaucratiques s'en donnent à cœur joie, là où siègent les vrais maîtres. Et tout ce monde s'étonne douloureusement à chaque révolte qui éclate parce qu'on n'a pas pris soin de comprendre les gens. Ne pas comprendre les politiques, ce n'est pas grave. Ils ne tiennent pas tellement à être compris, mais élus. Elus et ensuite obéis. Et s'ils n'obtiennent pas l'obéissance, ils ne se font pas de scrupule de changer ce qu'ils appellent leur projet de société. Mais auparavant, il leur arrive d'envoyer la garde prétorienne pour intimider l'électeur qui outrepassa son droit d'urne. Votez, nous ferons le reste.

L'électeur, lui, n'a pas confiance. Ni dans la classe politique ni dans les mandarins paperassiers ni dans les experts qui ne peuvent se regarder sans se mettre les sourcils en point d'interrogation. Même quand il se résigne à gober leurs promesses, à s'illusionner sur leurs chiffres faux, il n'a pas confiance. Il n'a pas confiance en des bougres qui se gargarisent de prospective, de croissance et d'audacieux paris sur l'avenir alors qu'ils sont en retard de plusieurs révolutions. Depuis que l'on a inventé le moteur à explosion, on sait

que nous sommes livrés aux lointains personnages qui ont des mines de pétrole sous les pieds. Et il n'est venu à l'idée d'aucun animal politique du premier rang qu'il fallait se dégager à tout prix de cet esclavage en multipliant les sources d'énergie. Le pétrole, on le sait bien, est en quantité limitée. L'uranium aussi, d'ailleurs. A notre rythme, et peu après l'an Deux Mille, c'en sera fini de l'un et de l'autre. On découvrira peut-être alors les vertus du jus de topinambour. Mais, en attendant, les apprentis sorciers continuent à se régaler à nos dépens, vrillant à grand péril le fond des mers pour en faire sortir la matière première des marées noires et bâtissant des centrales nucléaires qui risquent fort d'être périmées avant d'être opérationnelles. Périmées mais redoutables dans les siècles des siècles. Voilà ce qu'il dit, l'habitant de deuxième classe. Ce n'est pas qu'il ait peur, mais il n'a plus confiance. De cette méfiance, on se débarrasse en haut lieu en l'appelant morosité.

Il se dit aussi, l'habitant, qu'il y a sûrement d'autres moyens de faire mieux marcher, et sans risque, la boutique du monde. Il est pour la douceur dans l'énergie et pour les sources inépuisables. Il commence à croire que si l'on avait détaché à temps quelques bataillons de chercheurs sur l'exploitation des éléments naturels, on aurait pu mettre en conserve les forces inemployées de la terre, des eaux, de l'air, et faire servir le soleil à autre chose qu'à bronzer les culs de l'été. Il fait bien pousser les plantes, non ? Mais l'habitant raconte encore que le soleil n'est provisoirement à personne, le vent non plus d'ailleurs. Et dans nos démocraties avancées, les exploiters ne s'intéressent qu'à ce qui rapporte de juteuses royalties.

Tout bien pesé, le souci du confort actuel de la créature est-il une raison suffisante pour massacrer durablement la création ? Faut-il, pour s'assurer provisoirement les moyens de vivre, sacrifier les raisons que l'on a de persister dans l'existence ? Il est urgent de conserver en l'homme l'envie de durer. Et il semble bien que le désenchantement actuel, surtout celui de la jeunesse, est en train de compromettre cette envie. Quant aux enchantements naturels qui ont racheté les misères de nos ancêtres, on ne les exalte plus que dans les livres de classe pour les premiers âges, en guise de sursis pour les enfants qui seront les victimes ou les bourreaux de l'an Deux Mille.

Ah ! J'allais oublier. Il y a des gens qui aiment leur pays, qui l'aiment tout simplement. A Plogoff et partout ailleurs. Mais c'est là un paramètre qui n'entre pas dans les calculs des économistes de progrès. Et c'est un luxe dont il semble bien, désormais, que nous n'ayons plus les moyens.

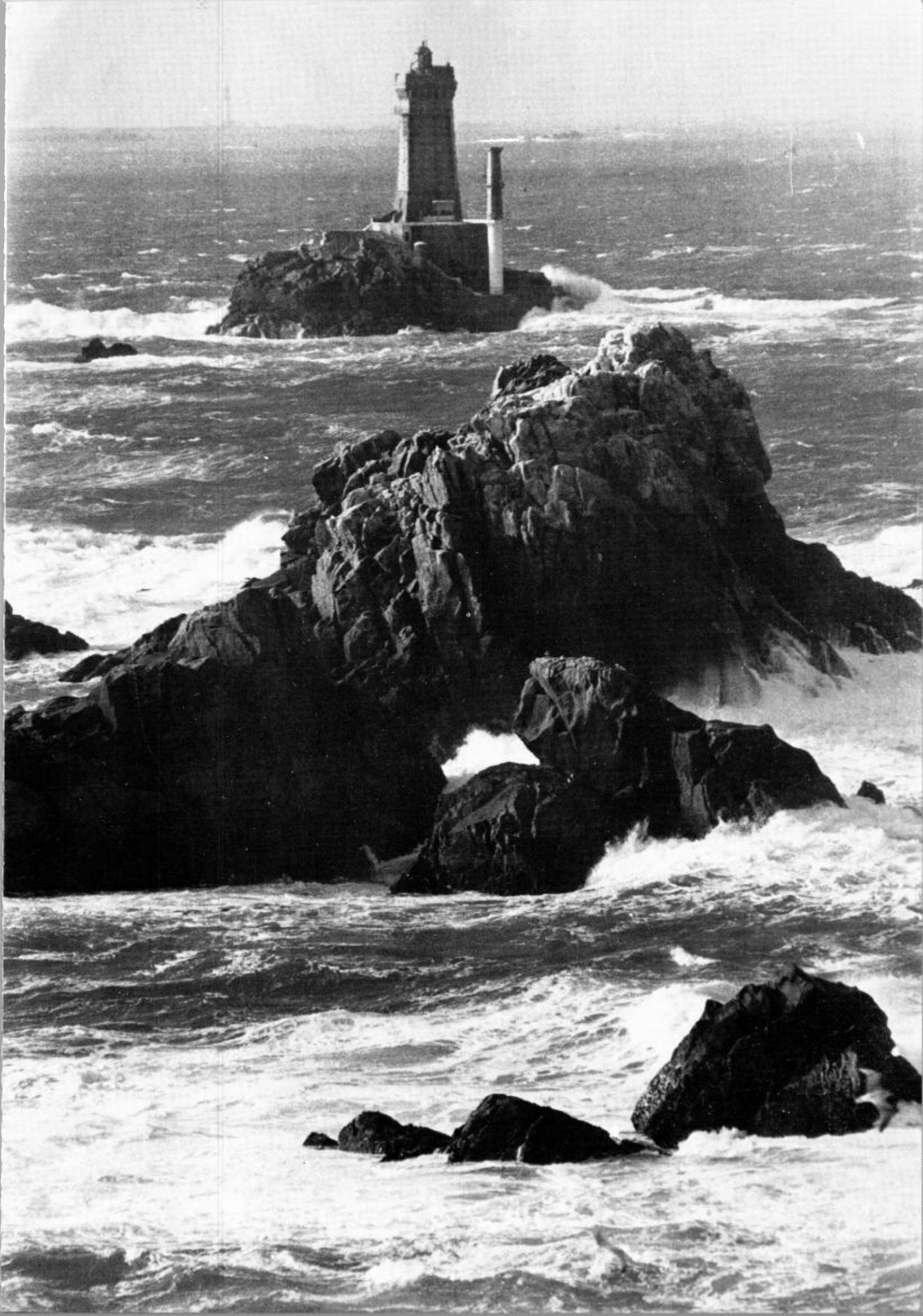




TABLE DES MATIERES

· AVANT PROPOS	P. 5
· CHRONOLOGIE	P. 7
· L'EPOPEE	P. 10
· LE COMBAT	P. 13
· SCENES DE LA VIE QUOTIDIENNE DANS LE CAP SIZUN ...	P. 41
· LA DEMOCRATIE ESSOUFFLEE	P. 49
I - Le délit de présence	P. 51
II - Les partis politiques et les pouvoirs publics : OUT	P. 59
· L'INFORMATION EN FLAGRANT DELIT	P. 67
· LA BOUTIQUE DU MONDE	P. 77

CET OUVRAGE A ETE ACHEVE D'IMPRIMER
LE 4 AVRIL 1980
PAR
L'IMPRIMERIE DU MARIN - 29115 LE GUILVINEC - BRETAGNE



EDITIONS LE SIGNOR
B.P. 23 - 29115 LE GUILVINEC - TEL. (98) 58.12.37

N° 20 - DEPOT LEGAL : DEUXIEME TRIMESTRE 1980.

CHEZ LE MEME EDITEUR

Collection " Bretagne actuelle "

LES 400 COUPS DES PAYSANS BRETONS - Y. Echelard
LA BRETAGNE AYANT DANSE TOUT L'ETE - S. Duigou

Collection " Ainsi vécut-ils "

ORIGINE ET HISTOIRE DES BIGOUDENS - J. Cornou - P.-R. Giot
PECHEURS BRETONS - A. Dupouy
LA TERRE DES PRETRES - Y. Le Febvre
LE CAP SIZUN AUTREFOIS - H. Goardon

Collection " Que l'écho le répète "

LE SOLDAT GRISAILLE - A. Grall
LES GOELANDS - J.-L. Brave

Collection " Poèmes "

MON GRAIN DE SEL - P. Tanguy
PETITE NAVIGATION CELTIQUE - J. Bluteau
DERIVE EN PHARES - A. Gloaguen
AN TREMEN-BUHEZ - LE PASSE-VIE - P.-J. Hélias
MAREES BASSES - C. Jaouen
SUR L'AILE DU VENT - L. Gloaguen

**Roman
Policier**

LE CADRAN SOLAIRE - A. Tromelin
LES BINIOUS BOMBARDENT - J.-M. Kéridy

Collection " Vivre "

MALHEUR A CELUI QUI EST SEUL - G.R.A.P.S.

Collection " Contes, récits et légendes "

CONTES FANTASTIQUES DE BRETAGNE - C. Seignolle

Collection " Jeunesse "

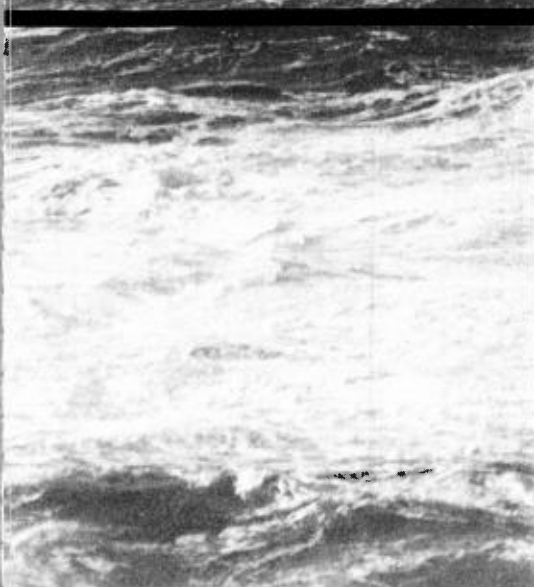
SCRAFIC - A. Dupouy - Illustré par R. Scullier

Souvenirs

BURNOUS AU VENT ET SABRE AU CLAIR - J. Verchin







NOUS SOMMES 25 MILLIONS
CONTRE LE NUCLEAIRE
POURQUOI 90TAGES?

la démocratie appelle
même les conflits, sinon
il n'y a plus de démo-
cratie.

Paul-Jacques TRUFFAUT
ouest-france

